MOZAMBIQUE,
HISTOIRE GÉOPOLITIQUE D'UN PAYS SANS NATION

Le Mozambique existe-t-il ? La question mérite d'être posée à l'échelle du siècle, non point pour nier l'existence — réelle — de la *mozambicanité*, sentiment *national* dans une petite fraction de la population et sentiment plus diffus de *citoyenneté* (habitude de vivre dans la même République) dans une partie plus importante des peuples de ce pays. Mais l'inexistence d'une nation ressentie par la grande masse mène à poser la question de l'existence ou non d'un processus historique de création nationale qui seul pourra légitimer un jour les invraisemblables frontières coloniales. On se gardera bien ici de donner une réponse tranchée : les processus de création nationale sont si longs et font intervenir un si grand nombre de facteurs qu'il semble difficile au chercheur en sciences sociales de jouer au devin. En revanche, il peut constater que les *politiques* de création nationale mises en place par le gouvernement et pensées sur les court ou moyen termes (une à deux générations) ont plutôt échoué, que les forces centrifuges restent puissantes, et il peut en étudier les causes.

Le cas mozambicain n'a rien d'exceptionnel, son origine est, *grosso modo*, la même que celle des autres États du continent noir : mis à part les infimes points où les "cinq siècles de colonisation" ont quelque sens *(les terras firmes),* il s'agit de la ruée vers l'occupation effective des territoires par les colonisateurs après le Congrès de Berlin (1884). Cependant, des circonstances diverses y ont rendu le problème plus aigu. 799 379 kilomètres carrés mais presque 2 000 kilomètres à vol d'oiseau et environ 3 000 kilomètres de côtes de l'estuaire du Rio Rovuma au nord à la Ponta do Ouro au sud, une forme complexe avec une profonde avancée à l'intérieur du continent le long de la vallée du Zambèze, et une grande diversité ethnique. Pour compliquer le tout, un processus avorté de fusion des élites créoles locales, une capitale située à l'extrême-sud du pays, et une économie coloniale tournée avant tout vers l'hinterland britannique et provoquant plus de relations est-ouest, donc entre une région du Mozambique et l'étranger, que nord-sud, entre les régions du pays.

Face à cette situation, l'État colonial comme l'État indépendant ont répondu avant tout par une idéologie de vigoureuse négation ethnique. Cela pourra étonner en ce qui concerne le colonisateur, tant il est communément admis que la politique coloniale a été celle du "diviser pour régner" et donc de l' "invention du tribalisme" et de l'exacerbation ethnique. Ce qui est communément admis n'est cependant pas nécessairement avéré et cette question du "diviser pour régner" mérite un soigneux ré-examen, que ce soit pour l'empire portugais ou pour les empires français, anglais, belge, hollandais, etc.[1].

LE LEGS DE 1884

Quand on aborde la politique coloniale portugaise, la première chose à faire est de toute façon de la replacer dans son contexte mondial. Le Mozambique était certes dans un piètre état lorsqu'il arracha son indépendance le 25 juin 1975. Mais il y a un paradoxe, que l'on a trouvé au long du XXe siècle dans de nombreuses études critiques, à expliquer d'une part que tout le mal vint du "fascisme archaïque" portugais incapable de développer un colonialisme dynamique et d'autre part que, malgré leur "nationalisme", les dirigeants de l'*Estado Novo* n'ont pas cessé de servir, aux colonies comme en métropole, les intérêts anglo-saxons, belges, français, etc.[2]. Tout serait de la faute du Portugal mais celui-ci n'aurait pas cessé de servir les intérêts des autres…

Une telle approche revient à surestimer la force du Portugal et à sous-estimer l'importance originelle de l'intégration des colonies au système impérialiste mondial et du Mozambique en particulier à ce que l'on pourrait appeler le "sous-système" d'Afrique australe. Elle revient à expliquer la situation mozambicaine avant tout par les méfaits du fascisme métropolitain sans voir que ce territoire est largement autant une *région* aux fonctions définies par le capital international qui, tout moderne qu'il fût, pouvait avoir aussi intérêt à l' "archaïsme" portugais permettant des formes extrêmes

1. J'aborde cette question notamment dans mon livre, *Ethnicité politique*, Paris, L'Harmattan, à paraître (Programme international de coopération scientifique/Programme franco-espagnol Picasso : "Identités ethniques en Afrique et dans les immigrations", Centre d'étude d'Afrique noire, Bordeaux, Centre d'Estudis Africans, Barcelone).
2. Typiques de cette approche sont par exemple : John HARRIS.— *Portuguese Slavery*, Londres, 1913 (pour la période antérieure à l'État Nouveau), et Perry ANDERSON.— *Le Portugal et la fin de l'ultra-colonialisme*, Paris, Maspéro, 1963, 164 p., coll."Cahiers libres" n° 44 (pour la période de l'État Nouveau).

d'exploitation. Il ne s'agit en aucun cas de nier l'impact spécifique luso-colonial — tout mon travail d'historien vise à le mettre en évidence ! — mais à comprendre comment il s'exprima, au-delà des méandres de la politique fasciste, dans le cadre de pesanteurs permanentes. Voilà pourquoi, une fois conquise l'indépendance, il était absolument fondamental mais bien plus difficile de réussir à "rompre les liens de dépendance régionale que ceux qui liaient le Mozambique au Portugal"[3]. Tel est le legs de 1884. La bourgeoisie portugaise chercha dès le début à tirer le meilleur profit de ses colonies, elle n'était ni plus intelligente ni plus stupide que ses collègues franco-germano-britanniques et elle réussit sous l'État Nouveau à regagner beaucoup du terrain perdu à la fin du XIXe siècle[4]. Mais à la différence de ses collègues, elle était *dépendante*[5].

Dès le Congrès de Berlin que le Portugal avait, pour son malheur, fortement contribué à faire convoquer dans l'espoir d'un arbitrage favorable à ses prétentions sur les rives du fleuve Congo, la possession de ses colonies le soumit à une véritable voie étroite. Il ne ratifia l'Acte final du Congrès qu'en 1891, reconnaissant ainsi les rapports de forces internationaux malgré une violente campagne de son opinion publique (épisode de la *mapa cor de rosa*, la carte rose qui reliait l'Angola au Mozambique). Quoique beaucoup plus réduits qu'il ne l'espérait, ses territoires couvraient de très vastes zones dont certaines n'étaient nullement occupées ou pénétrées par des colons, militaires ou commerçants. Le Congrès de Berlin faisant obligation de contrôler réellement les zones sous la souveraineté de chaque pays, le Portugal se lança alors dans les "guerres grises" de conquête réelle[6]. Cette

3. Luis DE BRITO.— "Dependência colonial e integração regional", *Estudos Moçambicanos*, Maputo, n° 1, 1980, p. 27.
4. Voir sur ces problèmes l'ouvrage fondamental de W.G. CLARENCE-SMITH.— *The Third Portuguese Empire 1825-1975. A Study in Economic Imperialism*, Manchester, Manchester University Press, 1985, X+246 p., et ma critique "Lénine, l'impérialisme, Gervase Clarence-Smith", *Cahiers d'études africaines*, Paris, 1987, n° 107-108, p. 435-442.
5. Dépendance dont il ne faut pas avoir non plus une vision simpliste. L'analyse dépendantiste sur le Tiers monde en a beaucoup et justement souffert à partir des années soixante-dix, ayant sous-estimé le rôle et la capacité d'initiative des élites locales des nouveaux États indépendants. Ce n'était pas une raison à mon avis pour remettre en cause la théorie dépendantiste elle-même, mais pour clairement voir qu'il ne s'agissait point du "Nord" contre le "Sud" mais de rapports sociaux à l'échelle mondiale incluant, du côté des oppresseurs, des élites locales. La dépendance est une interdépendance négociée dans un contexte défavorable. Du reste une dépendance totale des élites locales ne serait pas efficace pour les maîtres du monde, car elle ne permettrait pas aux premières de contrôler les populations. De même pour la période précédente, la capacité d'initiative de la bourgeoisie coloniale portugaise, toute dépendante qu'elle fût, ne doit en aucun cas être sous-estimée.
6. Voir René PÉLISSIER.— *Les guerres grises. Résistances et Révoltes en Angola 1845-1941*, Montamets, 1977, éd. Pélissier, 630 p. ; *Naissance du Mozambique : résistances et révoltes anti-coloniales 1854-1918*, Montamets, éd. Pélissier, 1984, 2 vol., 883 p. ; *Naissance de la Guinée. Portugais et Africains en Sénégambie, 1841-1935*, Montamets, éd. Pélissier, 1989, 485 p. (ces ouvrages ont été traduits en portugais).

période produisit la "génération de 1895" de militaires-administrateurs, dont l'influence fut profonde et durable : Salazar leur emprunta notamment leur nationalisme mystique, leur dévouement, leur croyance au destin impérial de leur pays.

Néanmoins le chemin emprunté par le Portugal ne fut pas identique à celui de l'Angleterre, de l'Allemagne, de la Belgique ou même de l'Italie. Il se rapproche sans doute le plus de celui de la France. En effet, dans la plupart des pays impérialistes, le recours aux "compagnies à charte" ou "compagnies majestiques" (avec délégation de souveraineté) précéda l'intervention massive et directe de l'État. Dans les cas français et portugais ce fut l'inverse. Si l'on excepte au Mozambique quelques tentatives de Sá da Bandeira qui échouèrent faute de territoires où les implanter vu la faiblesse de l'occupation européenne, la conquête militaire portugaise précéda l'implantation des compagnies : celles-ci ne virent le jour qu'après 1891 (les premières tentatives réelles ayant lieu en 1888), alors que les grandes compagnies existaient déjà depuis une bonne dizaine d'années ailleurs.

Le décalage avec le Mozambique n'est pas très important — une décennie — mais significatif d'autant plus que l'autre grande colonie australe, l'Angola, ne connut jamais vraiment ce système (la Compagnie de Moçâmedes n'eut pas de délégation de souveraineté). Le Mozambique instaura le système des compagnies plus tard qu'ailleurs, mais le maintint aussi beaucoup plus longtemps (de 1891 à 1929-1942). Les facteurs économique et politique jouèrent comme ailleurs : le système des compagnies eut pour but un début d'exploitation dans une situation de forte pénurie de capitaux disponibles pour l'aventure coloniale, pénurie que l'État était réticent à combler. L'attribution de privilèges politiques et fiscaux aux compagnies était vu comme leur créant *ipso facto* des ressources (privatisation de la levée de l'impôt, contrôle du travail forcé).

Mais au Mozambique, le système fut une conséquence directe du *diktat* du Congrès de Berlin. Si le Portugal ne ratifia définitivement les clauses du Congrès que le 11 janvier 1891, c'est parce que ce fut seulement à cette date que lui-même et l'Angleterre, après de difficiles pourparlers diplomatiques, se mirent définitivement d'accord sur le tracé des frontières. Mais l'Angleterre n'accepta de signer que parce que le nouveau traité contenait l'obligation pour le Portugal de construire un chemin de fer de Beira en Rhodésie et les débarcadères nécessaires dans l'estuaire du fleuve Pungué. Si le Portugal ne parvenait pas à respecter ce schéma ferro-portuaire, sa souveraineté pourrait donc être remise en cause. La délimitation des frontières elles-mêmes était ainsi liée à l'instauration d'une économie de services au Mozambique : en d'autres termes, la reconnaissance anglaise de la souveraineté portugaise sur le Mozambique était fondée sur la dépendance lusitane envers le capital anglo-saxon. Un mois après la signature de l'accord, le 11 février 1891, la "Compagnie du Mozambique" (*Companhia de Moçambique*) recevait non

seulement des pouvoirs économiques étendus, mais un droit de souveraineté sur les territoires du Manica e Sofala prolongés loin au sud-ouest du Rio Save le long de la frontière rhodésienne (Mossurize).

Parmi les devoirs imposés à la Compagnie du Mozambique de façon permanente figurait l'obligation de construire le fameux chemin de fer, en échange de quoi elle pouvait prélever l'impôt et exercer toute autre forme d'exploitation sur les travailleurs africains.

Le Portugal réussissait ainsi à "renverser" le traité de 1891 : il déléguait l'obligation ferroviaire, fondement du tracé des frontières, et la nécessaire collecte de fonds à une société principalement anglo-saxonne. Mais au prix de fortes concessions politiques et économiques qui ne purent être effacées qu'à l'issue de la période de cinquante ans de la concession. Alors qu'ailleurs les compagnies qui s'instauraient étaient de la même nationalité que l'État politiquement souverain, au Mozambique le système des compagnies fut imposé par l'étranger à l'État portugais et les capitaux en furent initialement largement étrangers. Les mêmes raisons entraînèrent la création de la "Compagnie du Niassa" (*Companhia do Niassa*, 26 septembre 1891), dont le capital fut presqu'exclusivement anglais (avec un bref intermède allemand au début de 1914) : 160 000 kilomètres en échange de la construction d'un chemin de fer de Porto Amélia (Pemba) au lac Nyassa. Néanmoins, l'enjeu était moindre et le fait que cette compagnie ne construisit jamais son chemin de fer entraîna sa chute (en 1929) et non point une remise en cause de la souveraineté portugaise sur le Nord du Mozambique.

En quoi la situation mozambicaine fut-elle spécifique ? On l'a vu, un décalage d'une décennie a sa signification, mais ce n'est pas énorme. Les compagnies instaurées n'étaient ni plus ni moins archaïques que leurs collègues, c'en étaient au contraire de fidèles imitations. Certes elles durèrent plus longtemps qu'ailleurs mais au moment où la géopolitique les imposa, elles ne dépareillaient nullement dans le paysage colonial international. L'aspect spécifique, quasi fondateur, fut la dépendance de la bourgeoisie portugaise : elle sauva ce qui pouvait l'être — au besoin par délégation — en renforçant ensuite peu à peu le pouvoir politique sous l'État Nouveau.

La comparaison avec l'Angola est intéressante. On peut en effet se demander pourquoi ce territoire, encore plus vaste et riche que le Mozambique (mais moins peuplé) ne connut pas le système des compagnies majestiques et une seule compagnie à charte (même si le système des régions minières confiées à la Diamang lui ressemble en plusieurs points). Une fois de plus, la cause est essentiellement le contexte géopolitique de cette période : l'Angola n'était pas le passage obligé des marchandises des Rhodésies, du Nyassaland et du Nord-Est du Transvaal. Plus tard, quand le *Copperbelt* se développa, on construisit le gigantesque chemin de fer de Benguela avec des capitaux étrangers. Mais alors nul chantage à la souveraineté portugaise, reconnue définitivement — officiellement du moins[7]

— depuis 1891, n'était plus possible.

Au Mozambique un autre facteur spécifique joua, relevant cette fois de la géopolitique interne, mais contrairement à ce qu'a pu écrire Eduardo Mondlane[8] il me semble secondaire : pour ce dernier, le système des *prazos* est une des causes directes de la création des grandes compagnies. Il est certain que ce type très particulier de fiefs de la Couronne portugaise, existant depuis plusieurs siècles sous la direction d'Européens fortement africanisés ou même d'Africains, a facilité la création de l'économie de plantation : la *Companhia do Boror* en fut une descendante directe, la *Companhia da Zambezia* absorba plusieurs *prazos*, de même que la *Sena Sugar Estates*. Mais ces compagnies n'eurent pas de privilèges politico-administratifs. D'autre part la *Companhia de Moçambique* et surtout la *Companhia do Niassa* ont leurs territoires dans des zones où les *prazos* sont rares ou inexistants (ceux-ci pullulaient dans la vallée du Zambèze et en Basse-Zambezia mais étaient plus rares dans le Manica e Sofala et inexistants au Niassa). En fait le problème doit être posé à l'envers : d'une part il y eut création tardive d'une économie de plantation avec des compagnies dotées ou non de privilèges administratifs selon les zones ; d'autre part la pré-existence de *prazos* a influé sur la délimitation des territoires de certaines de ces compagnies (celles-ci étant formées de l'addition de plusieurs *prazos* militairement vaincus). Mais les premiers n'ont nullement été la cause de la création des secondes. Souvent les *prazos* amenaient localement avec eux certains privilèges administratifs traditionnels (impôt de paillote, et *mussoco*, impôt de capitation) mais cela ne s'avéra pas toujours rentable, certaines compagnies demandant à s'en défaire. Les *prazos* furent définitivement abolis en 1929.

Si la construction des chemins de fer du Mozambique — dont on ne fera pas ici l'histoire[9] — ne fut pas effectuée seulement par les compagnies, elle fit bel et bien partie de la mise en place *initiale* de l'économie de dépendance et de services, c'est-à-dire de la mise en place du Mozambique lui-même. Cela ne signifie pas, bien au contraire, que le colonialisme portugais n'ait pas tiré profit de cette position géopolitique par laquelle il contrôlait l'accès à l'océan Indien de considérables colonies britanniques. Mais la forme que prit cette économie fut imposée et se fit au détriment du développement de l'économie de plantation, surtout dans le Sud, car elle se

7. Des projets de transfert à l'Allemagne nazie de certaines colonies portugaises furent ébauchés.
8. Eduardo MONDLANE.— *Mozambique : de la colonisation portugaise à la libération nationale*, Paris, L'Harmattan, 1979, p. 19.
9. La ligne de chemin de fer de Lourenço-Marques (Maputo) à la frontière sud-africaine fut achevée en novembre 1894 ; celle de Beira à la Rhodésie en 1897. La jonction entre Nacala et le Nyassaland (Malawi) ne fut achevée qu'au cours des années 1950.

combina très rapidement avec l'émigration massive des ruraux vers les mines du Transvaal qui, en retour, alimentaient le port de Lourenço-Marques. Simple "plus" commercial au début, cette émigration fut explicitement liée à l'utilisation du port laurentin par les Sud-Africains à partir de 1923. Sans l'acceptation de cette "interdépendance défavorable", le Portugal n'aurait pas sauvegardé sa souveraineté. Dès le début du siècle, le réseau ferroviaire était fixé et ne devait pas se modifier sensiblement tout au long de la période coloniale. La première période d'indépendance que nous venons de connaître, que l'on peut qualifier de "Première République mozambicaine", du 25 juin 1975 aux probables élections pluralistes d'octobre 1994, ne changea rien à l'orientation est-ouest du réseau. Malgré les grands discours radicaux de la SADCC *(Southern African Development Coordination Conference)* visant à diminuer la dépendance des États noirs de la région envers l'Afrique du Sud raciste, aucun projet ne fut seulement conçu visant à développer les transports nord-sud — nous y reviendrons *infra*.

"MOÇAMBIQUE SÓ É MOÇAMBIQUE PORQUE É PORTUGAL!"

En mauvaise posture économiquement, le Portugal chercha donc à renforcer sa présence par des moyens politiques. Ce fut la grande tâche et une réussite assez nette de l'État Nouveau, avec un moment important en 1942 quand tout le territoire de la "Province" repassa définitivement sous l'autorité directe de l'État : la Compagnie du Mozambique devenait un puissant mais classique groupe capitaliste[10]. Contrairement à la propagande de groupes nationalistes portugais de l'entre-deux-guerres, le territoire du Manica e Sofala, il est vrai lié à la Rhodésie par mille et un liens économiques, d'émigration, d'activités missionnaires, etc., ne fut jamais une véritable "enclave britannique". Cela pour plusieurs raisons : tout d'abord la Compagnie avait eu l'habileté politique de nommer un encadrement intégralement portugais, y compris le Gouverneur ; deuxièmement, le principal vecteur de diffusion de la langue portugaise à cette époque d'insigne faiblesse scolaire était tout simplement l'essor de l'économie moderne, les relations de travail entre colons et indigènes. Et le Manica e Sofala était l'une des régions les plus dynamiques du pays. Ainsi, les recensements coloniaux l'attestent, ce territoire fut l'un de ceux où la connaissance de la langue portugaise était le plus développée. En revanche, il est vrai que les

10. Le groupe *Entreposto* actuel en est l'héritier direct et n'a jamais quitté le Mozambique, même aux plus forts moments de "marxisme-léninisme".

cinquante années d'autonomie majestique fondèrent un sentiment particulariste dans l'élite coloniale[11] puis dans l'élite créole, qui, combiné au fort sentiment identitaire des groupes ethniques chonas, n'a pas fini de s'exprimer politiquement de nos jours ! Mais c'était plus un sentiment anti-laurentin (aujourd'hui anti-sudiste) et anti-métropolitain que pro-britannique. Du reste, contrairement à ce qui est souvent écrit, la Rhodésie et l'Afrique du Sud ne furent jamais très populaires auprès des luso-coloniaux, qui savaient le profond mépris que les *Jonies* leur portaient. Avant 1975, il y avait de plus une grande différence sociologique entre les Portugais du Mozambique, d'un niveau social relativement élevé, et les Madérois misérables, *white kaffirs* ("câfres blancs"), qui émigraient en Afrique du Sud. Mais les Sud-Africains ne faisaient pas la distinction.

L'État Nouveau chercha donc à renforcer sa présence politique pour, ensuite, regagner du terrain économique. Il revenait de loin ! Que, pendant trois des cinq années de la première guerre mondiale, un général allemand, peut-être génial mais disposant d'une troupe modeste, ait pu, une fois chassé du Tanganyika par les Anglo-Kényans, mener sa guérilla presqu'en toute impunité à l'intérieur du Mozambique, se déplaçant du Rovuma à Quelimane en tous sens, est spectaculairement éclairant[12].

Les piètres états de service de l'armée portugaise en Afrique et surtout le fait que le Portugal était l'une des plus faibles nations impérialistes engagées, firent que Lisbonne n'obtint pratiquement rien en échange de ses nombreux tués — dont 130 000 vies africaines[13]. Ce fut le Mozambique qui bénéficia de la seule compensation territoriale accordée par le Traité de Versailles : le minuscule "triangle de Quionga", sur la rive droite du Rovuma, repassa sous contrôle portugais après trois décennies d'occupation allemande.

Jusqu'en 1933 (date de la *Reforma administrativa do Ultramar*) l'occupation administrative était encore incohérente, séparée en trois types distincts : les zones soumises à l'autorité des compagnies à charte (Manica e Sofala, Niassa et Cabo Delgado), les "circonscriptions militaires" et les "circonscriptions civiles" correspondant en général aux plus forts noyaux de fixation de la population coloniale, tout ceci se combinant jusqu'en 1929 avec l'interminable crise des *prazos*. Mais même dans les zones civiles, l'armée (la marine notamment) était la colonne vertébrale de l'administration. L'autre grand corps qui aurait pu solidifier la présence administrative, à savoir l'Église catholique, était en crise totale non point tant, comme les salazaristes se sont

11. Le général Humberto Delgado, candidat de l'opposition contre Salazar aux élections de 1958, obtint la majorité des voix à Beira.
12. Von LETTOW VORBECK.— *La guerre de brousse dans l'Est africain*, Paris, Payot, 1933, 295 p.
13. Selon Thomas H. HENRIKSEN.— *Mozambique, a History*, Londres, Rex Collings, 1978, p. 108.

complus à l'écrire, à cause de la "politique anti-missionnaire de la République" (1910-1926) mais parce qu'à l'image de son État, l'Église portugaise était incapable de construire une occupation missionnaire du terrain un tant soit peu dense. Cette situation ne fut résolue qu'en 1940, par un concordat qui intégrait totalement l'Église à l'État, fit bénéficier la première de l'effort politico-administratif du second et fit largement appel à des missionnaires étrangers, espagnols et italiens notamment. Ce concordat ne devait être dénoncé par le Vatican qu'à l'extrême fin de la période (1974), contre l'avis de l'Église portugaise.

La tâche d'occupation administrative de l'État Nouveau prit bien vingt ans, s'achevant au milieu des années cinquante, courte période de maturité de la colonisation portugaise contemporaine, qui devait rapidement déboucher sur sa crise (1961). Mais c'est cet effort qui créa définitivement le Mozambique comme appareil d'État colonial stable. Avec une contradiction insurmontable dont Salazar avait parfaitement conscience mais qu'il déclara "secret d'État" : cette création ne pouvait que déboucher sur un "nouveau Brésil"[14]. En réalité, son entêtement obsolète et les guerres qui suivirent empêchèrent même la réalisation de ce fatalisme clandestin : ce n'est point un "nouveau Brésil" qui apparut, mais une nouvelle République noire dans laquelle les éléments créoles (noirs, métis ou blancs) ayant choisi la nationalité mozambicaine en 1975 ont aujourd'hui des difficultés croissantes à être considérés comme mozambicains par la population.

Néanmoins il nous faut revenir sur le problème évoqué auparavant : la création du Mozambique dans le contexte salazariste où l'arme politique est utilisée afin de pallier la faiblesse économique, s'est-elle effectuée sur un fond d'exacerbation des divisions ethniques dont les conséquences pourraient se faire sentir jusqu'à aujourd'hui ?

---

14. Salazar n'avait du reste pas tort : si l'évolution vers de "nouveaux Brésils" avait été rendue publique en 1961, personne n'aurait voulu être le dernier à mourir et l'indépendance aurait rapidement dû être accordée (selon les témoignages des ministres Adriano Moreira et Joaquim da Silva Cunha, confirmés par l'ancien Premier ministre français Messmer qui rencontra deux fois Salazar en tête-à-tête). Au début 1974, les partisans les plus clairvoyants du régime pensaient pouvoir disposer de quinze à vingt ans pour organiser les indépendances africaines selon leurs souhaits, c'est-à-dire des États indépendants dans le cadre d'une "Communauté lusitane des nations" de type *Commonwealth*, après avoir créé — enfin ! — les élites nécessaires. La conscience de l'évolution inéluctable vers le "nouveau Brésil" est cependant ancienne, mais resta confinée dans d'étroits cénâcles. Il est ainsi possible que lorsque le ministre des Colonies Armindo Monteiro décida avant-guerre le regroupement des "districts" du Mozambique en quelques grandes "provinces" (*Sul do Save* qui regroupait Lourenço-Marques, Gaza et Inhambane ; *Zambezia* qui regroupait la Zambezia et le district de Tete ; *Niassa* qui regroupait le Moçambique et le Lago, avec une intendance particulière pour le Cabo Delgado ; le territoire du Manica e Sofala restant celui de la *Companhia de Moçambique*) il pensait créer ainsi des entités viables pouvant mener ultérieurement à un fédéralisme de type "États-unis du Brésil". Cette orientation fut abandonnée en 1951 quand le Mozambique lui-même fut à nouveau déclaré "province" (entrevue avec Adriano Moreira).

La réponse doit être nuancée, mais à mon avis elle est essentiellement négative. Il est clair que pendant les campagnes militaires d'occupation effective du territoire, le Portugal, comme les autres puissances, fit alliance avec certains groupes (pas nécessairement ethniques du reste) contre d'autres. Ainsi René Pélissier, arguant du fait qu'une large majorité des soldats de l'armée coloniale étaient des Africains, en conclut joliment que "les Mozambicains se sont conquis eux-mêmes"[15].

Cela nous mène droit à un débat brûlant et actuel, à savoir l'existence ou non d'une forme de sentiment national au Mozambique. À l'époque de la conquête, bien évidemment non : et cela change toute la problématique ! En effet il y a un fréquent anti-impérialisme européo-centrique qui veut que les "Noirs" (indigènes) doivent lutter contre les "Blancs" (colonisateurs). Une formation sociale africaine faisant alliance avec les "Blancs" est toujours pour le moins suspecte de trahison pour ce seul fait. Mais il faut voir ce que, socialement, cela voulait dire sur place. Les *Chopes* (Sud-Est du Mozambique) étaient-ils des traîtres quand ils firent alliance avec les Portugais dans leur lutte contre les raids dévastateurs des rois *ngunis ?* Le seul fait d'être blancs ne faisait pas nécessairement ressentir les Portugais comme plus étrangers/ennemis que le groupe noir *nguni* assaillant venu du lointain[16]. Les *Namarrais* de la côte nord ont opposé une résistance acharnée à l'établissement de l'administration directe portugaise, et les Portugais les ont écrasés (la moitié de la population a péri en 1911-1913) avec l'aide d'auxiliaires recrutés dans la Macuane intérieure. Traître la Macuane ? Peut-être, mais les *Namarrais* étaient des trafiquants d'esclaves se ravitaillant en Macuane ! Il serait plus juste de dire que la présence coloniale a provoqué, au sein de la société africaine, une succession de conflits qui s'apparentent à des guerres civiles. La responsabilité coloniale est entière, mais une telle vision des choses ne sous-estimerait pas les contradictions internes de la société africaine[17]. Si le conquérant a fait appel à des critères ethniques, ils furent ainsi largement fondés sur des différenciations sociales ou des positionnements sociaux différents dans le rapport à l'État colonial.

Par ailleurs il ne me semble pas que, la conquête terminée, le renforcement de l'administration ait été fondé sur une politique de division ethnique. Encore une fois, je n'exclus point de tels cas, d'une part à l'échelle d'entreprises (la *Sena Sugar Estates* savait très bien séparer les *compounds*

15. R. PÉLISSIER.— *Naissance du Mozambique*, op. cit.
16. Sur l'anti-impérialisme européocentriste, voir mon article : "Le socialisme, c'est les Soviets plus l'ethnicité", *Politique Africaine*, Paris, n° 42, juin 1991, p. 87-107.
17. Paragraphe largement repris de ma communication au colloque de l'Institut d'histoire du temps présent (Paris) et de l'Institut d'histoire des Pays d'Outre-mer (Aix-Marseille) : "Décolonisations comparées", Baume-lès-Aix, 30 septembre-3 octobre 1993 (*Sur quelques mythes et quelques réalités de la colonisation et de la décolonisation portugaises*, 11 p. multigr., à paraître).

de ses travailleurs selon les ethnies repérées) ou d'administrateurs locaux, et d'autre part ensuite lors des guerres de libération en Angola, Guinée et Mozambique (de respectivement 1961, 1963 et 1964 à 1974). Mais comme mode de gestion ordinaire, la réponse est négative et même lors des guerres, elle est nuancée.

Pendant une première période — jusqu'aux années 1930 — le Portugal chercha à détruire l'organisation politique africaine en manipulant les chefferies, en les divisant en plusieurs unités réduites, en imposant des candidats de son choix. Cela était donc plutôt une politique de pulvérisation que d'exacerbation ethnique ! Mais cette politique fut largement inefficace : d'abord parce que, fuyant le travail forcé, des chefs importants passèrent avec presque toute leur population dans les colonies britanniques voisines, manque à gagner considérable en terme de main-d'œuvre et ferment d'instabilité durable (la chefferie reconnue par la population restée sur place étant située à l'étranger). Par ailleurs, toute directe qu'elle était, l'administration portugaise ne pouvait rien sans la collaboration des chefs africains : que pouvait faire un *chefe de posto* avec six "cipayes" indigènes armés de fusils d'avant la première guerre mondiale face à des dizaines de milliers d'habitants ? Or un chef africain sans prestige, illégitime, ou au territoire trop réduit, n'avait pas la force nécessaire à l'accomplissement des tâches que lui confiait le colonisateur. Dès les années quarante le processus s'inversa, avec la ré-intronisation de chefs légitimes, la concentration des chefferies *(regulados et regedorias)* en unités plus vastes et, à l'extrême fin de la période, la salarisation croissante des chefs. Néanmoins cette relative remontée en puissance des chefs allait de pair avec leur compromission dans le recrutement pour le travail forcé, puis avec l'essor de l'économie moderne, de l'urbanisation, et l'apparition d'Africains scolarisés pouvant contester leur prééminence. De fait, si l'importance des chefferies fut dramatiquement sous-estimée par le FRELIMO (Front de Libération du Mozambique) quand il les abrogea — c'est-à-dire décida de faire comme si elles n'existaient pas — le 26 juin 1975 (le lendemain de l'indépendance) et entra dans une politique d'humiliation de toutes les formes d'expression traditionnelle ("obscurantisme", "féodalisme", "tribalisme", etc.), jamais ces chefs — à quelques rares exceptions près — n'avaient pu recréer une puissance politique dangereuse, et encore moins fondée sur une conscience identitaire ethnique. Une partie des chefs étaient ressentis comme fantoches par la population, une autre partie comme réellement légitimes (et très souvent il y avait les deux, le faux chef, "pour l'administration", cachant le vrai, clandestin). Mais ils ne pouvaient être dans un cas comme dans l'autre que le point d'articulation entre l'appareil d'État colonial et la société africaine, la "surface de contact" de l'État portugais sur la population noire. C'est ensuite la négation par le FRELIMO qui refit de la chefferie un enjeu politique.

En réalité une politique de division ethnique était très dangereuse pour le colonisateur car elle impliquait la valorisation de certains groupes, et donc la reconnaissance d'une organisation politique africaine. Or au-delà de ses acteurs individuels aux personnalités évidemment diverses, la colonisation ne peut comme système être qu'horreur ou héroïsme. Elle ne peut être légitimée que par le rôle supérieur que s'attribue lui-même le colonisateur. En temps colonial "normal"[18], il faut donc affirmer que la population africaine n'est qu'une masse informe, sans organisation, et que c'est précisément le colonisateur qui la "met en forme", qui crée la société : *Moçambique só é Moçambique porque é Portugal* — "le Mozambique n'est le Mozambique que parce qu'il est le Portugal" —, slogan central de l'administration, n'a pas d'autre sens[19].

Le paradoxe est que les nationalistes auront quasiment la même attitude, fondant leur proclamation/imposition de la nation par le biais du parti unique sur la négation des formations sociales originales, sur l'affirmation incessante qu'il fallait "organiser" les gens, comme s'ils ne l'étaient pas déjà ! Cela était en cohérence avec le choix fondamentalement jacobin de la nation — exprimé de façon instrumentale de 1977 à 1989 par le biais du "marxisme-léninisme" — qui ne conçoit pas qu'il puisse y avoir des niveaux identitaires intermédiaires entre l'individu et la nation. À la circonstance aggravante près que le jacobinisme européen s'appuyait sur des nations historiquement produites et préexistantes, et que, sauf exception, le jacobinisme africain est un projet de nation porté par une élite, négateur de l'ethnicité.

L'IGNORANCE COMME PARAMÈTRE

Par ailleurs il ne faudrait pas oublier un facteur tout simple : l'ignorance. Contrairement à l'empire français, la législation coloniale portugaise ne mentionnait pas, dans les papiers d'identité dont devaient être munis les indigènes *(cadernetas)* l'ethnie d'origine. Dans l'empire français il ne s'agissait d'ailleurs pas nécessairement d'une volonté de création ethnique, mais d'un

18. Encore une fois, les périodes de guerre permettent des politiques du pire, c'est-à-dire la manipulation de facteurs menant à de violents heurts inter-ethniques et permettant de placer le colonisateur dans la position de celui qui ramène la paix. Il reste à savoir si, même dans ce cas, le résultat est positif ou contre-productif pour l'autorité de tutelle.
19. J'ai donné plusieurs exemples concrets de ce refus colonial d'utiliser le facteur ethnique dans ma communication au colloque "*Moçambique : realidades e desafios do pós-guerra*", Maputo, Instituto superior de relações internacionais, 14-18 décembre 1992 (*Estado sem Nação. Unicidade, unidade ou pluralismo do Estado em Moçambique e algures*, Maputo, 14 déc. 1992, 9 p. multigr., à paraître).

repérage pour l'application de la justice selon le droit coutumier. Ce problème du lien entre droit romain et droit coutumier ne fut jamais réellement résolu par le Portugal, sauf, formellement, après 1962 quand on proclama que la totalité du droit coutumier était intégrée en bloc dans le droit écrit, la suppression de l'indigénat l'imposait. En pratique, cela était donc laissé aux bons soins et à l'empirisme des administrateurs de circonscription et des chefs de poste. Dans le meilleur des cas ceux-ci, localement, savaient repérer les "us et coutumes indigènes", surtout lorsqu'ils avaient des relations cordiales avec les chefs. De là à connaître les divers degrés d'ethnicité, c'est tout autre chose ! Les administrateurs de circonscription devaient périodiquement répondre à des questionnaires "ethniques" ensuite centralisés par la direction des Affaires indigènes à Lourenço-Marques. Mais la grande majorité de ceux que j'ai dépouillés sont d'une qualité affligeante, avec quelques rares merveilleuses exceptions. L'administration en tant que telle ignorait l'ethnicité, avec naturellement les légendes habituelles sur les "loyaux soldats *landins*" du Sud (mais *landins* n'est pas une désignation ethnique) et les Macondes aux "qualités guerrières" et à l'honneur vif.

Dans les appellations administratives, il était rare que des désignations ethniques soient utilisées pour les circonscriptions : le nom de lieu est la règle. L'exception la plus connue est la "circonscription des Macondes" qui est une désignation ouvertement ethnique ("circonscription *des* Macondes", avec un "s" au nom ethnique). Ouvertement ethnique également est la désignation de la "circonscription des Muchopes", sans doute hommage indirect à la vieille alliance des *Chopes*, mais qui ne groupa jamais qu'une fraction de ces derniers. Quelques autres désignations ont encore une saveur ethnique, mais sont déjà plus floues, tendant vers le simple nom de lieu : il y eut toujours une "circonscription d'Eráti", mais non point "des Erátis" (les *Erátis* ou *Erratis*, ou *Erates* sont un sous-groupe macua qui a toujours eu une relation forte avec l'État colonial) ; de même la "circonscription *du* Báruè", et non "*des* Báruès" ne correspond-elle pas à la zone ethnique *báruè* (elle n'inclut pas toute cette zone, et en inclut d'autres). D'autres circonscriptions tirent encore leur appellation de faits ethniques passés, mais sur lesquels d'autres migrations ou transferts linguistiques sont venus compliquer la situation : la circonscription d'Angónia tire évidemment son appellation du fond *nguni*, celle de Marávia rappelle la présence *marave* (par le biais du groupe *acheua*, lequel est présent sur la superficie de plusieurs autres circonscriptions), celle de Manica embrasse une partie de l'aire des *Manicas*, mais ces termes désignent dans le langage courant plus une zone qu'une ethnie particulière. Ce n'est certainement pas un hasard si le FRELIMO a supprimé les deux désignations directement ethniques : la "circonscription des Macondes" est devenue le "district de Mueda", celle des Muchopes celui de Manjacaze. En revanche sont demeurées les désignations plus ambiguës des districts d'Angónia, de Marávia, du Báruè et du Manica. Tous les autres noms de

circonscriptions du Mozambique colonial et de districts du Mozambique indépendant sont des noms de lieu ("Caniçado", "Mossurize", "Macanga", "Lago", etc.) ou tout simplement le nom du chef-lieu ("Namarroi", "Zumbo", "Milange", "Malema", etc.).

L'échelon administratif supérieur à la circonscription coloniale était le "district" (avec un bref intermède de "provinces" entre le début des années trente et 1951). Force est de constater que les limites des districts n'ont strictement aucun rapport avec les aires de présence des groupes ethniques. À l'indépendance, les districts sont devenus les "provinces" du nouvel État, sans aucune modification[20]. Celles-ci sont de ce fait de simples échelons administratifs, sans aucune valeur culturelle ou politique. Tant qu'a duré la Constitution de 1975 (fin 1989) les députés qu'elles élisaient n'en étaient du reste pas du tout généralement originaires.

À l'exception de quelques groupes ethniques connus pour des raisons politiques (*Chopes*, Zoulous, *Ngunis*, *Macondes*, *Báruès*, etc...), l'administration portugaise ignorait largement les diverses identités ethniques. Du reste, un seul recensement colonial, celui de 1950, parvint à produire des statistiques ethniques. Il avait été prévu que celui de 1940 fasse de même, mais naturellement la valeur d'un recensement dépend de celle des enquêteurs. Or il n'existait aucune classification ethnique — on est loin de la "manie classificatoire du colonisateur" dénoncée par ceux qui réduisent l'ethnicité à une invention coloniale ! De ce fait les réponses qui remontèrent furent des plus fantaisistes :

> "... o apuramento dos resultados foi impraticável. Se é certo que foi assim possível conhecer a existência de muitas designações tribais, tambem é verdade que foram recebidas respostas como landim, cafre, negro, etc. que eram inaceitáveis"[21].

Ainsi c'est seulement à partir de 1940 qu'il y eut *début d'enquête* à l'échelle de toute la province ! Sur la base des résultats non directement exploitables de 1940 et de quelques enquêtes ultérieures fut cependant élaboré le premier *Código etnológico da população negra de Moçambique*, indispensable pour l'établissement des statistiques du recensement de 1950. Il ne me semble pas qu'il y ait eu là un but d'exploitation politique direct : rien dans l'évolution législative coloniale d'alors ne montre une telle orientation — ce qui se produit en revanche, c'est une discrimination légale croissante

20. À l'exception de la capitale, Maputo-Cidade, qui a statut de province, en séparation de la province du Maputo.
21. Moçambique (Província de), Repartição técnica de estatística, *Recenseamento geral da população em 1950. Vol. III. População não civilizada*, Lourenço-Marques, Imprensa Nacional de Moçambique, 1955, p. XLI.

entre Blancs et Noirs, dont certains métis et *assimilados* font les frais. Un désir de meilleure connaissance des groupes ethniques me semble être alors tout simplement une conséquence de la stabilisation de l'administration portugaise dans la colonie. Quand il y avait un véritable enjeu politique ressenti, les enquêtes avaient été bien plus précoces (par exemple les statistiques des catholiques et protestants parmi les indigènes).

Les statisticiens de 1950 eurent bien conscience encore des limitations de leur connaissance :

> "Não se pretende que a classificação adoptada esteja isente de erros. Mas julga-se que em recenseamentos futuros será possível melhorá-la, *sobretudo se o esclarecimento dos problemas etnológicos e etnográficos em Moçambique atrair mais estudiosos [souligné par moi, M.C.]*"[22]

Encore une fois, on est loin de la "construction des groupes ethniques par le colonisateur", mais plutôt en pleine quête dans le brouillard ! Le "Code ethnologique de la population noire du Moçambique" établissait une hiérarchie de quatre niveaux (les "groupes ethniques", les "sous-groupes", les "tribus" et les "sous-tribus") fondée sur une connaissance chaotique du terrain.

Par exemple le groupe des *Macuas* incluait non seulement le sous-groupe *macua* et, ce qui se comprend, les *Lómuès*, mais aussi les *Macondes* ; les *Sengas* ou *Mocarangos* étaient désignés comme "groupe" alors qu'ils font en réalité partie de l'ensemble *marave*, et incluaient non seulement ces peuples proprement dits *(N'Senga),* mais aussi, en tant que sous-groupes, d'une part les *Carangas,* à savoir des *Maraves* comme les *Acheuas* (à leur tour mis sur le même pied que les *Chipeta* et *Azimbas* qui en sont en fait des variantes locales…), et d'autre part l'ensemble des *Chonas*. Dans le groupe des *Tongas* (*BiTongas*), au Sud, étaient répertoriées une "tribu" des *Mundaus* — évidemment des *Ndaus* du Sud — et une "tribu" des *Chengues* ou *Chenguas* — c'est-à-dire les *Changanas*[23] de la Machanga (estuaire du Save) —, deux peuples *chonas.* Mais il y a très probablement une énorme confusion entre ces *Tongas* (*BiTongas* de la région d'Inhambane) et les *Batongas* du nord du Manica e Sofala et de Tete qui sont d'origine *chona*, groupés sous le même vocable !… Au sein des *Mundaus* était discernée une "sous-tribu" des *Mabuingelas,* à savoir très probablement les *N'Buinhlela*, c'est-à-dire des restes de l'avant-garde de Ngungunhana, peut-être d'origine *chona-ndau* mais perdus dans l'ensemble *changane* et déjà presque totalement "changanisés" en 1950.

22. *Ibid.*
23. Ne pas confondre avec les *Changanes*, du Sud.

Les recenseurs cependant étaient loin d'être sûrs de leur classification. Ils la limitèrent, dans le recueil des données, à celle des "sous-groupes" sans chercher à identifier statistiquement les "tribus" qui, si elles existaient, auraient pourtant été politiquement bien plus importantes que des groupes ethniques à la conscience de soi souvent extrêmement vague (comme les *Macuas*). Cette classification fut sévèrement critiquée, par la suite, par des anthropologues luso-mozambicains comme António Rita-Ferreira[24].

24. Il faut noter que cet auteur n'a pas hésité à s'auto-critiquer. En 1958, il avait en effet publié une classification, *Agrupamento e caracterização étnica dos indígenas de Moçambique* (Lisbonne, Junta de investigações do Ultramar, 1958, 133 p., col. "Estudos, Ensaios e Documentos" n° 50) visiblement inspirée des (ou conforme aux) travaux du recensement de 1950. En 1975 il publia dans un but didactique sa *Pequena História de Moçambique pré- colonial* (Lourenço-Marques, Fundo do Turismo, 1975, 89 p. +carte) et surtout son manuel *Povos de Moçambique. História e Cultura* (Porto, Afrontamento, 1975, 379 p.) qui ne reprenaient plus la classification de 1950-1958. Le second ouvrage fut froidement accueilli par le FRELIMO à cause du "s" de *Povos* contradictoire au slogan "*Um só Povo, Uma só Nação*", et donc peu diffusé. Plus aucune autre étude d'ensemble des peuples du pays ne fut ensuite élaborée au Mozambique. Plus tard, à Lisbonne, A. RITA-FERREIRA devait compléter ce travail avec notamment son livre *Fixação portuguesa e história pré-colonial de Moçambique* (Lisbonne, Instituto de investigação científica tropical, 1982, 331p., col. "Estudos, Ensaios e Documentos" n° 142). Cet ouvrage commence par les considérations suivantes, qui me semblent être un jugement équilibré du problème :

> "Tão flagrantes eram as distinções existentes entre os habitantes do actual litoral moçambicano [...] que não surpreende haverem começado com os primeiros portugueses as tentativas de "classificação étnica". Reconhecemos hoje que tais tentativas, repetidas, por inúmeros autores à medida que crescia o conhecimento dos povos nativos, representaram fútil desperdício de tempo e esforços. É que esqueceram invariavelmente quer as sobrevivências deixadas por seculares unidades políticas, quer a progressiva adaptação das populações aos condicionalismos ecológicos, quer as mutações culturais desencadeadas pelos contactos com o mundo exterior, quer até mesmo as diferenças linguísticas, sem dúvidas o critério mais seguro de caracterização embora difícil de aplicar devido à carência quase total de estudos científicos, sistemáticos e comparativos.
>
> Sem dúvida que houve quem procurasse manipular e empolar conscientemente essas "divisões étnicas". Cremos, porem, que a maioria dos autores agiu com boas intenções e que a defesa que fizeram do "seu" agrupamento se radicava numa ignorância generalizada, estrutural, acerca dos povos africanos que, pelo seu primitivismo tecnológico, se julgava impossível que tivessem história digna de registro.
>
> Pela parte que nos cabe, esta obra representa, por conseguinte, um repúdio consciente da abordagem que enformou o pequeno livro que publicámos em 1958" (p. 21).

Le refus explicite de la vision primordialiste et classificatoire de l'ethnographie ancienne n'a pas mené A. RITA-FERREIRA à sous-estimer le facteur ethnique dans ses expressions contemporaines, culturelles et politiques, à l'inverse de l'actuelle mode parisienne jacobine (Amselle, M'Bokolo, Bazin, Meillassoux, etc.) qui, sous prétexte de relever justement le métissage permanent et donc l'absence de délimitation stricte qui fondent l'ethnicité, finit par en nier l'existence même, ou à la reléguer au niveau des simples manipulations. De A. RITA-FERREIRA, voir aussi notamment : "História pré-colonial do Sul de Moçambique : tentativa de síntese", *Studia*, Lisbonne, n° 41-42 et 43-44, janvier 1979 et décembre 1980 ; *Presença luso-asiática e mutações culturais no sul de Moçambique (até c.1900)*, Lisbonne, Junta de investigação científica do Ultramar, 1982, 278 p., cartes, bibl., col. "Estudos, Ensaios e Documentos" n° 139 ; petite synthèse utile dans "Grupos étnicos e história pré-colonial de Moçambique" in Centro de estudos africanos do Instituto de antropologia : *Moçambique : aspectos da cultura material*, Coimbra, IEA, [112 p.], p. 15-32.

Voici quels furent les résultats du recensement de 1950, avec les grandes réserves exprimées *supra*, qui illustrent donc largement autant l'ignorance portugaise que les réalités ethniques :

Tableau n° 1 : *"Sous-groupes" ethniques (indigènes seulement) selon la classification de 1950*

S.-Groupes	Habitants	%	Portugais lu et écrit	Portugais parlé
Macuas	1 775 564	31,44	0,22	1,54
Rongas	881 615	15,61	3,08	6,32
Sengas (1)	714 871	12,65	0,75	4,22
Batongas (2)	578 393	10,24	1,21	3,22
Lómuès	517 429	9,16	0,36	1,05
Carangas (3)	257 221	4,55	0,27	0,74
Chopes	240 396	4,25	3,29	4,81
Machonas	183 484	3,24	0,75	4,87
Nianjas	165 995	2,93	0,17	0,67
Macondes	136 225	2,41	0,03	0,43
Ajauas (4)	119 867	2,12	0,05	0,30
Borores (5)	44 402	0,78	0,29	2,80
Angónis	14 320	0,25	0,75	2,21
Total (6)	**5 646 957**	**100,00**	**0,99**	**2,91**

1. Sous ce nom sont groupés les *Macangas*, les *Maganjas (Nganja) (Senas, Achipangos, Podzos, Carungo)* et les *Chuabos*, soit l'essentiel des peuples du Zambèze et de basse-Zambezia.
2. Sous le nom *Batongas* — qui doit être lu *BiTonga* — apparaissent des *Mundaus (Ndaus* du Sud, donc d'origine *chona)* et les *Suazis (Swazi).* Il y a très probablement une confusion dans le recensement entre les *BiTonga* d'Inhambane et les *Tongas,* peuple *chona* du Manica e Sofala et de Tete.
3. Sous ce nom sont groupés les *Tauaras (Tawara),* les *Maraves Pimbes*, *Acheuas (Chewa)* et *Azimbas*, les *Sereros* (*Zezuros*, c'est-à-dire des *Chonas ?*), et les *Nhungués (Nyungwe)* et *Chicundas (Chikunda)* qui sont des peuples du "complexe du Zambèze".
4. C'est-à-dire les *Yaos.*
5. Les *Borores* sont définis comme "Macuas du littoral méridional" mais néanmoins recensés à part.
6. Y compris des "recensés hors de la Province" (17 175 personnes, nombre trop faible pour concerner les émigrés, même légaux, au Transvaal : s'agit-il de ceux de São Tomé ?)

Source : calculs de l'auteur d'après *Recenseamento geral da população em 1950,* op. cit.

Les divers degrés de connaissance du portugais (très faibles de toute façon) expriment évidemment le rapport à l'État colonial et sa durée : les *Rongas* de la capitale récente mais logiquement la plus lusitanisante, les *Chopes* à la vieille alliance portugaise, les *Bitongas* d'Inhambane (la vieille *terra da boa gente*), les peuples du Zambèze (ici appelés *Sengas* ou, en tant que *Batongas*, confondus avec les *Bitongas*).

Voici maintenant les résultats par districts :

Tableau n° 2 : *"Sous-groupes" ethniques par district (pourcentages), selon la classification de 1950*

S.-Groupes	L.M.	Gaza	Inhamb.	Ma. Sof.	Tete
Macuas	0,61	-	0,02	0,78	0,78
Rongas	85,88	68,92	28,97	16,10	0,82
Sengas	0,40	0,11	0,00	33,41	12,23
Batongas (1)	4,33	22,82	40,32	21,69	11,50
Lómuès	0,01	-	-	0,07	0,00
Carangas	0,02	0,00	0,00	0,57	72,55
Chopes	8,07	0,00	30,63	0,01	0,05
Machonas	0,06	0,00	0,00	26,42	0,01
Nianjas	0,00	0,00	0,00	0,05	0,00
Macondes	0,00	-	0,00	0,00	0,03
Ajauas	0,00	-	0,00	0,00	1,01
Borores	0,06	-	0,00	0,00	0,07
Angónis	0,01	0,00	0,00	0,00	0,23
Total (H)	**159 272**	**675 079**	**565 340**	**693 472**	**335 250**

S.-Groupes	Quelimane	Nampula	C. Delgado	Lago
Macuas	3,00	98,71	69,32	38,24
Rongas	0,09	0,00	0,00	0,02
Sengas	38,09	0,01	0,00	0,00
Batongas (1)	0,03	0,00	0,00	0,00
Lómuès	41,73	0,21	0,08	11,93
Carangas	0,48	0,32	-	0,00
Chopes	0,00	0,00	0,00	0,00
Machonas	0,00	-	0,00	-
Nianjas	12,91	-	0,01	6,19
Maconde	0,00	0,00	27,62	0,00
Ajauas	0,03	0,00	1,57	41,62
Borore	3,06	0,67	0,00	-
Angónis	0,02	0,00	0,87	1,46
Total (H)	**1 156 242**	**1 309 999**	**492 582**	**259 769**

(1.) Voir la confusion évoquée à la note 2 du tableau n° 1. Les dits "Batongas" sont recensés aussi bien dans les districts d'Inhambane que de Tete !
Abréviations : L.M. = Lourenço-Marques, Inhamb. = Inhambane, Ma. Sof. = Manica e Sofala, C. Delgado = Cabo Delgado.
Significations : 0,00 = moins d'une personne recensée sur cent, - = aucune personne recensée.
Source : calculs de l'auteur, d'après *Recenseamento geral da população em 1950,* op. cit.

Par la suite, l'État colonial fit un effort bien plus important pour connaître vraiment la situation sociale et ethnique de la population. Dès 1959 un embryon de service spécialisé fut créé auprès du Gouvernement-général de la colonie, formalisé peu après sous le nom de *Serviços de Centralização e*

Coordenação de Informações de Moçambique (SCCIM), avec un frère jumeau en Angola (SCCIA). Il ne s'agissait pas d'une police, mais d'un service de renseignements du Gouverneur, formellement indépendant de l'armée. On ne fit plus appel aux vieux "questionnaires ethniques" envoyés aux administrateurs de circonscriptions, mais l'on mit sur pied un corps spécifique et compétent de chercheurs, de véritable adeptes d'une anthropologie appliquée à la colonisation. De 1961 à 1974, les SCCIM furent certainement le "service" le plus intelligemment renseigné — les quelques documents rescapés de la destruction systématique de mai-juillet 1974 l'attestent. Mais on était dès lors dans une situation où soufflaient les vents de l'histoire. Dans le recensement de 1960, plus aucune tentative ne fut faite de rendre publiques des statistiques ethniques (et pas non plus bien sûr dans celui de 1970). Puis ce fut la situation de guerre et toutes les recherches ethniques pro-gouvernementales furent dès lors "classifiées", c'est-à-dire, selon les cas, confidentielles, secrètes ou très secrètes. L'ethnicité était évidemment redevenue un enjeu politique, mais là encore il faut se garder d'en conclure qu'elle fut mécaniquement utilisée[25]. Il s'agissait le plus souvent tout simplement de pouvoir renseigner rapidement les militaires envoyés dans telle ou telle zone afin qu'ils sachent quel était le terreau ethnique et évitent de possibles erreurs psychologiques.

GÉOPOLITIQUE INTERNE DE LA LA GUERRE DE LIBÉRATION

Les Services d'informations militaires cherchèrent évidemment à mieux cerner la réalité ethnique et son rapport à la "subversion armée". Sur la base des données fournies par les SCCIM quant aux aires d'extension des ethnies, ils en furent réduits à tenter des calculs à partir du recensement de 1960 qui donnait les nombres et densités d'habitants par localités et permettait d'établir, par projection à partir du recensement de 1950, le taux de croissance postérieur à 1960 :

> "Não se dispõe de quaisquer elementos estatísticos sobre a distribuição étnica da população tribalizada. Contudo e dado o interesse que o seu conhecimento se reveste para a conduta da contra-subversão, resolveu este QG [NDA : quartier-général] incluir no presente SUPINTREP [NDA : rapport intermédiaire de situation] uma informação sobre este aspecto. Esta informação é dada com as reservas decorrentes do processo que se adoptou para a sua compilação. […] os valores constantes do quadro junto não são exactos ; traduzem apenas uma ordem de grandeza e devem ser tomadas como números gerais para informação e planeamento"[26].

25. Voir note 19.
26. [Serviços de informações militares], *SUPINTREP n° 22*, Nampula, août 1967, RMM-QG/AV/2ªREP et [SCCIM], *Boletim de difusão de informações*, L.M., n° 91/67, 26 août 1967.

Voici les résultats auxquels ils parvinrent :

Tableau n° 3 : *Géopolitique ethnique en 1967, selon les Services d'informations militaires portugais (et selon leur classification ethnique)*

Groupes et sous-groupes	**Nombres et pourcentage**		**Sous contrôle des autorités**	**Contrôle du FRELIMO[1]** *à l'étranger*	*dans la colonie*
Suaíli	4 200	0,06	1 200	-	2 000 [a]
Maconde :	188 000	2,60	10 000	-	178 000
-Mavia	*153 400*	*2,10*	-	-	*153 000*
-Matambués	*21 300*	*0,30*	*1 300* [e]	*6 000*	*14 000*
-Andondes	*13 600*	*0,20*	*8 600* [e]	-	*5 000*
Ajauas	127 000	1,70	50 000 [b]	4 000	73 000
Macua-Lómuè	3 078 600	42,00	3 078 600	-	-
-Arrobi	*70 000*	*0,95*	*70 000*	-	-
-Achirrima	*161 900*	*2,20*	*161 000*	-	*4 000* [d]
-Macuas	*763 600*	*10,40*	*759 600*	-	-
-Maca	*552 600*	*7,60*	*552 600*	-	-
-Meto	*326 300*	*4,50*	*322 300*	*3 000* [f]	*1 000* [f]
-Mulai	*19 400*	*0,30*	*19 400*	-	-
-Imbamela	*100 400*	*1,40*	*100 400*	-	-
-Chaca	*39 200*	*0,50*	*39 200*	-	-
-Errati	*117 900*	*1,60*	*117 900*	-	-
-Marave [2]	*14 300*	*0,19*	*14 300*	-	-
-Marrevone	*14 300*	*0,19*	*14 300*	-	-
-Lómuès	*662 600*	*9,10*	*662 600*	-	-
-Malolo	*94 800*	*1,30*	*94 800*	-	-
-Cocola	*18 700*	*0,25*	*18 700*	-	-
-Macololo	*11 900*	*0,16*	*11 900*	-	-
-Maone	*25 100*	*0,34*	*25 100*	-	-
-Manhaua	*45 400*	*0,62*	*45 400*	-	-
-Marata [3]	*23 700*	*0,32*	*23 700*	-	-
-Massingire	*7 100*	*0,10*	*7 100*	-	-
-Mihavani [3]	*5 900*	*0,08*	*5 900*	-	-
-Marengue [4]	*3 500*	*0,05*	*3 500*	-	-
Angunes :	163 600	2,20	157 900	-	5 700
-Suazi	*10 600*	*0,15*	*10 600*	-	-
-Zulu	*75 400*	*1,03*	*75 400*	-	-
-Angónis	*69 900*	*0,96*	*64 900*	-	*5 000* [g]
-Ambo	*3 500*	*0,05*	*3 500*	-	-
-Matengo	*700*	*0,01*	-	-	*700* [h]
-Jena	*3 500*	*0,05*	*3 500*	-	-
Marave :	557 300	7,60	520 000	5 000	27 000
-Senga	*26 100*	*0,36*	*14 000*	*4 000* [i]	*26 000* [i]
-Serero	*2 400*	*0,03*	*2 400*	-	-
-Pimbe	*2 400*	*0,03*	*2 400*	-	-
-Agoa	*3 400*	*0,05*	*3 400*	-	-
-Cheuas	*39 200*	*0,54*	*34 000*	*1 000* [j]	*4 000*
-Azimba	*51 000*	*0,70*	*51 000*	-	-
-Macanga	*3 000*	*0,04*	*3 000*	-	-
-Atumba	*48 800*	*0,67*	*48 800*	-	-

-Chipeta	*2 400*	*0,03*	*2 400*	-	-
-Niassas	*33 300*	*0,50*	*13 300l*	*5 000* [k]	*15 000* [k]
-Nianja	*52 300*	*0,70*	*52 300*	-	-
-Maganja	*179 000*	*2,50*	*179 000*	-	-
-Manganja	*10 500*	*0,14*	*10 500*	-	-
-Inharingo	*23 700*	*0,32*	*23 700*	-	-
-Tacuane	*79 800*	*1,10*	*79 800*	-	-
Bas-Zambèze	762 200	10,30	762 200	-	-
-Adema	*2 400*	*0,03*	*2 400*	-	-
-Acuama	*26 100*	*0,36*	*26 100*	-	-
-Chicunda	*4 800*	*0,06*	*4 800*	-	-
-Podzo	*22 800*	*0,31*	*22 800*	-	-
-Sena	*197 700*	*2,70*	*197 700*	-	-
-Nhungué	*78 800*	*1,10*	*78 800*	-	-
-Chuabos	*313 400*	*4,20*	*313 400*	-	-
-Tauaras	*49 100*	*0,67*	*49 100*	-	-
-Atongas	*63 300*	*0,86*	*63 300*	-	-
-Atandes	*3 800*	*0,05*	*3 800*	-	-
Chonas :	616 200	8,50	616 200	-	-
-Mazazulo [5]	*7 100*	*0,10*	*7 100*	-	-
-Manica	*51 000*	*0,70*	*51 000*	-	-
-Báruè	*36 900*	*0,50*	*36 900*	-	-
-Mateve	*78 300*	*1,10*	*78 300*	-	-
-Acaia	*65 100*	*0,90*	*65 100*	-	-
-Bangué	*38 200*	*0,52*	*38 200*	-	-
-Buzi [3]	*45 800*	*0,63*	*45 800*	-	-
-Vandau [6] *:*	*293 800*	*4,00*	*293 800*	-	-
+Matombodgi	*91 500*	*1,25*	*91 500*	-	-
+Vadanda	*42 400*	*0,58*	*42 400*	-	-
+Vanhai	*121 800*	*1,67*	*121 800*	-	-
+Gova	*38 100*	*0,52*	*38 100*	-	-
Chope [7] **:**	333 000	4,60	333 000	-	-
-Chope	*239 200*	*3,28*	*239 200*	-	-
-Bitonga [7]	*76 400*	*1,05*	*76 400*	-	-
-Lengué	*17 400*	*0,24*	*17 400*	-	-
Tonga :	1 509 700	20,70	1 509 700	-	-
-Ronga	*439 700*	*6,02*	*439 700*	-	-
-Chengua [8]	*7 200*	*0,09*	*7 200*	-	-
-Lhengué	*17 800*	*0,24*	*17 800*	-	-
-Tsua	*476 000*	*6,52*	*476 000*	-	-
Changane :	569 000	7,79	569 000	-	-
-Changane	*130 500*	*1,79*	*130 500*	-	-
-Cambane	*152 100*	*2,08*	*152 100*	-	-
-Macuácua	*73 300*	*1,00*	*73 300*	-	-
-Buinhelela	*32 000*	*0,44*	*32 000*	-	-
-Buinhlela	*181 100*	*2,48*	*181 100*	-	-
TOTAL	**7 339 800**	**7 032 000**	**28 000(9)**	**280 000**	

NOTES DES SERVICES D'INFORMATIONS MILITAIRES :

[a.] Une partie du poste administratif de Quionga

[b.] Aire de Belem-Catur et "villages protégés" *(aldeamentos)*

c. District du Niassa
d. Macuas entraînés *(Macuas enfeudados)* par les Ajauas de la circonscription de Litunde
e. Villages protégés *(aldeamentos)*
f. Metos du nord du *Rio* Messalo
g. Angónis des poches ngunies voisines des Macondes
h. Angóonis des poches d'Olivença et Cóbué
i. Poste administratif de Zamboé de la circonscription de Zumbo
j. Poste administratif de Gago Coutinho de la circonscription de Marávia
k. Nianjas de la circonscription du Lago
l. Villages protégés *(aldeamentos)*
NOTES DE L'AUTEUR :
1. Le contrôle du FRELIMO dans la province est pudiquement défini comme "contrôle total de l'ennemi ou double contrôle". Il est vrai que la situation n'était pas nécessairement la même partout le jour et la nuit.
2. Ces *Maraves* catalogués dans l'ensemble *macua* sont très certainement ceux du Sancul et du pourtour de l'Eráti, en plein pays *macua*.
3. Ces désignations me semblent très douteuses et semblent plutôt des noms de lieux ou de zones
4. Ce vocable *Marengue* désigne certainement les *Marendje*, c'est-à-dire des *Chuabos* de l'intérieur (le recensement de 1980 décompte plus de 400 000 locuteurs de cette langue : il y a donc tout lieu de penser que la grande masse des *Marendje* de 1967 sont confondus avec les *Chuabos*, d'autres peuples du Zambèze ou de l'ensemble *macua-lómuè*).
5. Il s'agit certainement des *Zezuros*, peuple *chona* du nord-ouest du Manica e Sofala.
6. Rappelons que les subdivisions des *Vandaus* en *Matombodjis*, *Vanhais, Govas* et *Vandandas* ont été fortement contestées, notamment par A. Rita-Ferreira, *op.cit.* 1982 ; cela ne signifie pas qu'il n'y ait pas des sentiments communautaires nuancés de la côte vers l'intérieur.
7. Il semble étonnant d'avoir considéré les *BiTongas* comme sous-groupe des *Chopes*. En 1967 du moins, il n'y a plus la confusion de 1950 avec les *Batongas* du Manica e Sofala.
8. Il s'agit probablement des peuples de l'estuaire du rio Save, c'est-à-dire de *Vandaus* (ou assimilés) de la Machanga, donc plutôt *chonas*.
9. 23 000 en Tanzanie et 5 000 en Zambie selon les SIM, mais seulement 12 000 et 5 000 selon les SCCIM.
Source : SUPINTREP, *op.cit.*

Le chiffre global d'un peu plus de 300 000 personnes échappant à l'autorité portugaise en 1967, avec de très fortes disparités ethniques — pour des raisons historiques et géopolitiques — me semble absolument plausible. Cela ne fait certes que 4,19 % de la population du pays : c'est en réalité considérable si l'on songe que la lutte armée a commencé à la fin 1964 et que, contrairement à l'Angola, il n'y a pas eu une révolte de masse semi-spontanée, mais un patient travail politico-militaire du FRELIMO. À part les quelques erreurs relevées dans les notes du tableau n° 3, il m'est impossible de faire une analyse critique de l'ensemble des statistiques démographiques relatives aux groupes et sous-groupes classifiés. Si ce n'est pour conclure une évidence : la connaissance coloniale de l'ethnicité avait fait de sérieux progrès !

Au-delà des chiffres, le jugement résumé des Services d'informations militaires était le suivant : "tribus qui ont toujours été alliées [des Portugais] : Chaca, Chicunda, Chope, Cambane, Ronga" ; "tribus qui ont été hostiles à la

souveraineté [portugaise] et qui ont appuyé des rébellions armées dans le passé : Errati, Macololo, Massingire, Maganjas, Macanjas, Zimbas, Ajauas, Baruès, Senas, Atongas, Acaias, Mateves, Banguès, Zulus, Changane, Macuácua, Nhungué, Marave (Macua)" — liste impressionnante qui montre que l'histoire du XIXe et du début du XXe siècles était observée avec attention par les analystes des SIM et des SCCIM ; "tribus compromises *(aliciadas)* [avec le FRELIMO] : Meto, Angóni (Matengo, Ambo, Jena), Macas, Maratas, Tacuanes, Nianjas, Senas, Azimbas, Achewas, Sengas" ; enfin les "tribus totalement subverties : Niassas, Ajauas, Maconde (Mavia, Matambwe et Andonde)". Cela nous montre que, dans la confidentialité de leurs bureaux, les chercheurs du SIM savaient que leurs statistiques étaient démographiquement et administrativement peut-être justes (environ 300 000 personnes échappant au contrôle portugais), mais politiquement bien optimistes : car si l'on additionne les chiffres qu'eux-mêmes donnent sur les groupes ethniques "compromis", même si acceptant formellement l'ombre du drapeau portugais, on obtient un ensemble de 1 418 300 personnes au sein desquelles l'armée reconnaît que la propagande nationaliste a des effets concrets, même si une petite minorité seulement a franchi le pas de la subversion armée de l'ordre colonial.

Si l'on s'en tient à ceux qui ont franchi le pas, les ordres de grandeurs ethniques de la rébellion seraient donc, selon les données militaires portugaises, les suivantes :

Tableau n° 4 : *Composition ethnique des zones libérées par la lutte armée anticoloniale en 1967*

		Pourcentages	
Groupes, S/groupes	**Nombres**	**(1)**	**(2)**
Suaílis	2 000	0,64	47,61
Macondes :	178 000	57,84	94,68
-Mavia	*153 000*	*49,72*	*100,00*
-Andondes	*5 000*	*1,62*	*93,89*
-Matambués	*20 000*	*6,49*	*63,23*
Ajauas	77 000	25,02	60,62
Macuas-Lómuès :	8 000	2,59	0,25
-Macuas	*4 000*	*1,29*	*0,52*
-Macua-Metos	*4 000*	*1,29*	*1,24*
Angunes :	5 700	1,85	3,48
-Angónis	*5 000*	*1,62*	*7,15*
-Matengo	*700*	*0,22*	*100,00*
Sengas	12 000	3,89	45,97
Cheuas	5 000	1,62	12,75
Nianjas-Niassas	20 000	6,49	60,06
Total	**307 700**	**100,00**	**-**

(1) Par rapport au total d'habitants considérés comme ayant complètement échappé au contrôle portugais.
(2) Par rapport au total de chaque groupe ethnique.
Source : calculs de l'auteur d'après *Idem.*

Naturellement, ces estimations valent ce que valaient les Services d'informations militaires portugais, qui avaient bien conscience eux-mêmes de leur relativité. On constatera que la légende de la propagande portugaise de la "révolte des *Macondes* dans le Nord" est cependant totalement contredite : les *Macondes* restent le ferment déterminant, mais on est loin d'une simple révolte ethnique. Des peuples très différents sont concernés, il s'agit d'une lutte d'émancipation sociale. Et en outre ces chiffres évacuent forcément les adhésions individuelles statistiquement peut-être négligeables, mais politiquement déterminantes, des cadres (au sens organique de ce terme) venus des groupes chonas ou surtout des groupes du Sud (notamment de la radicalisation dans les villes, comme Inhambane et Lourenço-Marques) qui sont le cœur de la direction politique du FRELIMO.

Comme celui de 1960, le recensement de 1970 ne chercha pas à établir des statistiques ethniques, car cela était plus que jamais contradictoire avec la politique officielle portugaise depuis la suppression de l'indigénat en 1961-1962 : il n'y avait plus que des citoyens portugais ! La seule approche que l'on peut donc avoir est démographique : quelle est l'évolution dans les secteurs touchés par la lutte armée[27] ?

Le fait de se laisser recenser est une reconnaissance minimale de la souveraineté portugaise : il est clair que les valeurs que l'on peut tirer d'un tel exercice sont donc bien optimistes pour le Portugal. Par ailleurs une simple comparaison entre la population d'une circonscription en 1960 et 1970 est insuffisante : elle a très bien pu croître tout en perdant simultanément une partie de ses effectifs, c'est-à-dire qu'elle n'a pas augmenté autant qu'on aurait dû le retrouver. Il faut donc comparer la population réellement trouvée en 1970 avec la population virtuelle que l'on aurait dû trouver soit sur la base d'une projection de la croissance 1950-1960[28], soit sur la base du taux de croissance moyen de toute la colonie de 1960 à 1970[29]. Ce dernier est de

27. René PÉLISSIER a déjà tenté une telle approche dans son article "Conséquences démographiques des révoltes en Afrique portugaise. Essai d'interprétation", *Revue française d'histoire d'Outre-mer*, Paris, 1er trim. 1974, n° 222. Il s'est cependant heurté au casse-tête des incessantes modifications des limites territoriales des circonscriptions, qui l'empêchèrent de descendre à ce niveau — les districts demeurant stables. Heureusement, les données des *Serviços de planeamento e integração económica de Moçambique* (SPIEM) permettent de dépasser cet obstacle.

28. Méthode retenue par R. PÉLISSIER, *op. cit.*, qui a l'inconvénient de supposer une croissance linéaire dans toutes les régions et donc de ne pas tenir compte des considérables modifications sociales et économiques de 1950 à 1970.

29. Méthode que l'on a ici suivie, qui n'est pas parfaite non plus : elle suppose aussi que, "naturellement", le taux de croissance de chaque zone aurait dû être le même ; elle a l'avantage de limiter dans le temps la comparaison (1960-1970 au lieu de 1950-1970) et donc les distorsions. Par ailleurs, le taux de croissance moyen de toute la colonie qui sert de référence inclut déjà les perturbations dues à la guerre, qui sont donc, en quelque sorte, comptées deux fois. Les valeurs obtenues sont donc à nouveau optimistes pour le Portugal, probablement sous-estimées d'environ 4% au niveau national.

+ 24,68 %, la population totale passant de 6 603 653 en 1960 à 8 233 834 en 1970.

En 1970, la "subversion" armée était à l'œuvre dans les districts de Tete, Niassa et Cabo-Delgado. Une circonscription du Manica e Sofala, celle de Mungári, était déjà touchée : c'est sans doute pour cela qu'elle fut intégrée cette année-là au district de Tete qui avait été placé sous gouvernement militaire.

Voici les résultats que l'on peut tirer du recensement de 1970 :

Tableau n° 5 : *Effets de la lutte armée sur la population, 1970*

DISTRICTS et Circonscrip.	Population en 1960 (1)	Population réelle en 1970	Population virtuelle (2)
TETE	*512 877*	*551 888*	*650 677*
Mungári (3)	50 525	59 655	62 995
Tete	67 553	92 451	84 225
Angónia	110 599	103 852	137 895
Bene	3 795	4 075	4 732
Cahora-Bassa	11 845	16 578	14 768
Macanga	56 718	33 104a	70 716
Mágoè	10 710	14 988	13 353
Maravia	33 773	10 852	42 108
Moatize	46 762	59 417	58 303
Mutarara	110 438	137 372	137 694
Zumbo	19 159	19 544	23 887
CABO-DELGADO	*548 597*	*567 478*	*683 991*
Porto Amélia	29 750	46 938	37 092
Ancuabe	25 416	40 099	31 689
Ilha do Ibo	4 230	6 964	5 274
Macomia	38 506	35 806	50 355
Macondes	79 024	16 417	98 527
Mecúfi	94 901	127 310	118 323
Moc.da Praia	46 880	23 735	58 450
Montepuez	74 200	108 676	92 513
Namuno	82 498	103 255	102 859
Palma	41 605	19 818	51 873
Quissanga	31 527	38 460	39 308
NIASSA	*281 083*	*297 428*	*350 454*
Vila Cabral	54 065	59 819	67 408
Amaramba	44 462	55 781	55 435
Lago	33 762	14 980	42 094
Mandimba	34 179	29 227	42 614
Marrupa	22 166	26 692	27 636
Maúa	29 314	44 597	36 549
Mecanhelas	36 126	45 322	45 042
Mecula	4 989	5 126	6 220
Sanga	14 653	11 137	18 269
Valadim	7 367	4 747	9 185

DISTRICTS et Circonscrip.	Évolution de 1960 à 1970 (4)	Différence corrigée 1970 (5)	Pertes(-) ou Gains (+) (6)
TETE	*+7,06 %*	*-15,18 %*	*-98 789*
Mungári (3)	+18,07 %	-5,30 %	-3 340
Tete	+36,86 %	+9,76 %	+8 226
Angónia	-6,10 %	-24,68 %	-34 043
Bene	+7,37 %	-13,88 %	-657
Cahora-Bassa	+39,96 %	+12,25 %	+1 810
Macanga	-41,63 %	-53,18 %	-37 612
Mágoè	+39,94 %	+12,24 %	+1 635
Maravia	-67,88 %	-74,22 %	-31 256
Moatize	+27,06 %	+1,91 %	+114
Mutarara	+24,39 %	-0,23 %	-322
Zumbo	+2,00 %	-18,18 %	-4 343
CABO-DELGADO	*+3,44 %*	*-17,03 %*	*-116 513*
Porto Amélia	+57,77 %	+26,54 %	+9 846
Ancuabe	+57,77 %	+26,53 %	+8 410
Ilha do Ibo	+64,63 %	+32,04 %	+1 690
Macomia	-7,01 %	-28,89 %	-14 549
Macondes	-79,23 %	-83,33 %	-82 110
Mecúfi	+34,15 %	-7,59 %	-8 987
Moc.da Praia	-49,37 %	-59,39 %	-34 715
Montepuez	+46,46 %	+17,47 %	+16 163
Namuno	+25,16 %	+0,38 %	+396
Palma	-52,37 %	-61,79 %	-32 055
Quissanga	+21,99 %	-2,15 %	-848
NIASSA	*+5,81 %*	*-15,13 %*	*-53 026*
Vila Cabral	+10,64 %	-11,25 %	-7 589
Amaramba	+25,46 %	+0,62 %	+346
Lago	-55,63 %	-64,41 %	-27 114
Mandimba	-14,49 %	-31,41 %	-13 387
Marrupa	+20,42 %	-3,41 %	-944
Maúa	+52,14 %	+22,01 %	+8 048
Mecanhelas	+25,46 %	+0,62 %	+280
Mecula	+2,75 %	-17,58 %	-1 094
Sanga	-23,99 %	-39,01 %	-7 127
Valadim	-35,56 %	-48,31 %	-4 438

(1). Selon les limites administratives de 1970.
(2). Population de 1960 augmentée du taux 1960-1970 moyen mozambicain de +24,68 %.
(3). Au moment du recensement de 1970 la circonscription de Mungári fait encore partie du district de Manica e Sofala, mais est juste après transférée au Tete. C'est pourquoi elle lui est ici incluse.
(4). Taux de croissance constaté entre les recensements de 1970 et 1960 (%).
(5). Différence entre la population réelle 1970 et la population virtuelle 1970, par rapport à la population virtuelle 1970 (%).
(6). Différence entre la population réelle 1970 et la population virtuelle 1970.
Source : calculs de l'auteur, d'après Serviços de planeamento e integração económica de Moçambique, *IV° Plano de Fomento. Parte III, Relatórios sectoriais. Vol. 10, Demografia*, Lourenço-Marques, SPIEM, 1973, 444 p. multigr.

En données absolues, si les trois districts concernés (Tete, Cabo Delgado et Niassa) voient leur population légèrement augmenter (respectivement + 7,06, + 3,44 et + 5,81 %), onze circonscriptions ou conseils voient la leur diminuer : celle des Macondes bien sûr (- 79 %), celle de Maravia (- 68 %), celles du Lago et de Palma (- 56 % et - 52 %), celles de Mocimboa da Praia (- 49 %), de Macanga (- 42 %), de Valadim et Sanga (- 36 % et - 24 %), celles de Mandimba, Macomia et Angónia (- 14 %, - 7 % et - 6 %) : cela fait 215 675 personnes "absolues" qui ont disparu en dix ans de ces circonscriptions. Bien sûr, cela ne signifie pas qu'elles soient toutes dans les zones du FRELIMO, une partie est passée — ou a été contrainte à passer — dans les *aldeamentos* (villages protégés) construits par les Portugais ou aux abords des localités et casernes de circonscriptions voisines. Mais ces données absolues ne tiennent pas compte de la croissance démographique de la décennie 1960-1970.

En données corrigées, bien plus réelles, les trois districts voient la population totale contrôlée par le Portugal diminuer : - 15,18 % pour Tete, - 17,03 % pour le Cabo Delgado, - 15,13 % pour le Niassa. Là, il est peu probable que des populations soient passées dans des districts voisins — un simple glissement statistique donc — car dans les trois districts touchés, il y a des circonscriptions, et des morceaux de circonscriptions non touchés vers lesquels l'administration et l'armée organisent les transferts. Comme justement les glissements de population vers les *aldeamentos* au sein du même district n'influent pas sur le total, ce sont bien 268 238 personnes qui ont disparu totalement du contrôle portugais. Vingt des trente-deux circonscriptions sont statistiquement touchées, sans doute plus encore si l'on se rappelle que le repérage est ici effectué sur la seule base des circonscriptions dont la population diminue en données corrigées : or évidemment, une circonscription peut être touchée sur une partie seulement de sa superficie, l'autre partie accueillant un surcroît de populations réfugiées.

Néanmoins il ne me semble pas étonnant que le nombre d'habitants dont le Portugal a totalement perdu le contrôle (268 328), certainement sous-estimé pour les raisons mathématiques énoncées (voir note 29), soit plus faible en 1970 qu'en 1967 (les sources militaires consultées indiquaient alors environ 308 000). La période qui va de 1967 à 1970 est en effet un quadriennat très difficile pour le FRELIMO : crises internes successives, offensives portugaises rétablissant partiellement la situation au Niassa, grande offensive du Nœud Gordien au Cabo Delgado, consolidation du dispositif de défense de Cahora-Bassa. C'est sans doute l'année de l'effort portugais maximum, après laquelle la situation va inexorablement s'aggraver, un peu militairement et surtout psychologiquement, l'effort de 1970 n'ayant pas empêché le FRELIMO de progresser vers le sud. On peut être d'accord avec l'ancien commandant-en-chef, le général Kaulza de Arriaga, quand il analysa la décision prise après moult hésitations par Marcelo Caetano de construire le

barrage géant de Cahora-Bassa, qui liait encore plus le Mozambique à la Rhodésie et à l'Afrique du Sud, comme une erreur stratégique ayant empêché de consolider la situation dans le Nord et encouragé le FRELIMO à forcer sa marche vers le sud.

Mais compte-tenu de la sous-estimation inhérente au calcul et surtout du fait que se laisser recenser n'empêche nullement de soutenir à un autre moment les guérilleros, il doit être clair que les nombres avancés sont tous des estimations minimales. Cependant les zones de double contrôle ont eu tendance à diminuer au fur et à mesure des progrès de la villagisation forcée : ne les surestimons donc pas. Il est alors plausible d'avancer que l'effectif de population réellement sinon complètement contrôlée par le FRELIMO à l'intérieur du Mozambique s'est situé quelque part entre les 350 000 et 400 000 personnes.

Quand à la fin 1973 et au début 1974 le FRELIMO commence des opérations au Manica e Sofala puis les reprend timidement en Zambezia, la géopolitique de la guerre change complètement : ce ne sont plus quelques "soulèvements de Noirs" dans le Nord et l'Ouest, ce sont les régions les plus riches et de position stratégiques qui sont attaquées. Le "Mozambique utile" est mis en cause.

UM SÓ POVO, UMA SÓ NAÇÃO, DO ROVUMA AO MAPUTO ! - ÉLÉMENTS D'HISTOIRE DE LA FORMATION GÉOPOLITIQUE INTERNE ACTUELLE

L'analyse permet aujourd'hui de déceler que le tournant décisif de la situation eut lieu à partir de 1970. Mais ni les dirigeants portugais ni ceux du FRELIMO n'en eurent alors conscience. Le tournant subjectif eut lieu vers 1973, quand la Guinée-Bissau proclama son indépendance, quand commença à se former le "Mouvement des capitaines", quand un Jorge Jardim commença sérieusement à penser à une "indépendance brésilienne"[30] pour le Mozambique. Pourtant le FRELIMO déclarait encore, début 1974, qu'il s'attendait à devoir lutter une décennie de plus pour vaincre. Mais cinq ans après que le problème du Mozambique eut été décisivement posé, le pays était indépendant. Dix années de lutte sur une fraction minoritaire du territoire auraient-elles réussi le miracle de créer une nation, une nation intimement ressentie par la masse de la population et non point seulement par l'élite nationaliste ? Tel fut le leitmotiv de la propagande du parti unique

30. Et non point "rhodésienne", comme de nombreux auteurs l'écrivent en assimilant Jorge Jardim à Ian Smith, à mon avis grave erreur.

qui, d'une certaine manière, s'intoxiqua lui-même : *Um só povo, uma só Nação, do Rovuma ao Maputo !,* le *projet* de nation devint immédiatement la *proclamation* de la nation, et son *imposition* à des populations qui n'en ressentaient pas les caractéristiques. L'unité anti-portugaise, de fondement social, fut confondue avec une adhésion nationale transcrite par un discours marxisant. Et on aurait tort de croire que le nationalisme élitaire[31] n'est qu'une idéologie, il s'agit d'une politique très concrète de développement technocratique accéléré qui refuse de partir de la formation sociale, de *sa société* pour ne voir que des *citoyens isolés*, sans structures sociales, sans tradition, à intégrer dans de nouveaux moules modernistes.

Comment le projet politique du FRELIMO — la production rapide d'une nation moderne de type européen — allait-il influer sur la géopolitique interne du pays ? On ne reviendra pas ici sur les raisons qui ont poussé une fraction de l'élite à faire le choix d'un certain marxisme[32]. En revanche il nous faut comprendre pourquoi la lutte nationaliste a failli dans le processus de fusion des élites du pays — élément déterminant de toute construction nationale — et donc revenir sur l'histoire de ces dernières.

À la fin du XIXe siècle, le Portugal était un pays où le degré de fusion du capital bancaire et du capital industriel en capital financier était peu avancé.

Ceci entraîna notamment l'apparition d'une colonisation de type peuplement avec un petit colonat peu entrepreneur, bureaucratique, agglutiné dans et autour de l'appareil d'État, dans les villes, dans les services.

Talonnée par le capital étranger, la population portugaise connut une forte tension : elle dut monopoliser, à un degré rarement atteint ailleurs, tout ce qui demeurait comme possibilité de revenus. Jusqu'au début des années soixante, les Africains ne peuvent être commerçants permanents, ils sont exclus de plus en plus de l'administration. À Luanda, il y a des Blancs cireurs de chaussures ou vendeurs de journaux à la criée. Il n'y a presque pas d'espace pour l'émergence d'une élite africaine.

---

31. Je me suis expliqué sur les notions de nationalisme *induit par une élite* dans le mouvement social des pays sans nation, à différencier radicalement du nationalisme de masse *produit par une nation pré-existante*, dans mon article "Le socialisme, c'est les soviets plus l'ethnicité", *op. cit.*

32. Voir notamment à ce sujet Luis DE BRITO.— *Le FRELIMO et la construction de l'État national au Mozambique. Le sens de la référence au marxisme (1962-1983)*, Paris, Université de Paris VIII, 1991, 350 p. multigr. (doctorat sous la direction de P. Ph. Rey) ; Michel CAHEN.— "Check on Socialism in Mozambique — What Check ? What Socialism?", *Review of African Political Economy*, Sheffield (R.-U.), juillet 1993, n° 57, p. 46-59 (traduit du français par David Seddon : j'aurais préféré comme titre : "The *Failure* of Socialism...") (version française réduite : "L'échec du socialisme au Mozambique... Quel socialisme? Quel échec?", in *Le Marxisme Aujourd'hui*, Grenoble, septembre 1992, n° 10).

En Angola, le nombre plus important de Blancs et de pauvres blancs aurait dû induire une pression encore plus forte sur la population africaine et l'élite africaine en particulier. Celle-ci recula effectivement, des années vingt au début des années soixante mais, surtout à Luanda, elle partait d'une position assez forte issue de la traite servile et du monarchisme libéral, issue de la créolité luandaise du XIXe siècle. En outre, Luanda resta la capitale, ce qui offrait toujours quelques possibilités.

Au Mozambique, le niveau moyen de la population blanche était un peu plus élevé, ce qui en théorie pouvait laisser un espace pour une élite africaine.

Mais une autre circonstance historique joua puissamment en sens contraire : les principaux noyaux de la créolité[33] mozambicaine étaient situés dans la vallée du Zambèze (Tete, Chinde), en Zambèzie (Quelimane, Angoche), dans l'île de Moçambique ou l'île de Ibo. Or l'évolution de la fin du XIXe siècle et la mise en place de l'économie de services pour l'hinterland britannique créa *ex nihilo* les deux nouvelles et principales villes du pays dans le centre-sud et l'extrême-sud du pays, Beira et Lourenço-Marques (Maputo) qui devint la capitale en 1903 à la place de Moçambique.

Ceci marginalisa socialement et politiquement les anciens noyaux créoles tandis que les créolités de Beira et Lourenço-Marques, récentes, plus noires, sans tradition, furent des créolités du XXe siècle totalement soumises aux caractéristiques coloniales portugaises contemporaines.

En d'autres termes : le principal noyau d'activistes de la capitale qui fonde le nationalisme est issu d'une micro-élite qui n'a pratiquement aucune liaison avec la production des biens et services, pas de *fazendeiros*, de commerçants, d'avocats, d'ecclésiastiques (ou alors protestants et refoulés), qui est une infime couche sociale presqu'exclusivement bureaucratique formée d'employés subalternes des bureaux, du commerce, d'auxiliaires d'infirmerie, de chauffeurs auxiliaires. Cette micro-élite reproduit jusqu'à la caricature, mais au niveau inférieur, les caractéristiques du petit colonat portugais, agglutiné dans les villes et dans ou autour de l'appareil d'État, ceci étant encore plus vrai pour les *assimilados* que pour les *mestiços*. Une micro-élite très salariée, très "localisée" dans l'État ou à ses marges immédiates.

Très salariée mais aussi très sudiste : la structure coloniale du pays empêche la relation Nord-Sud ; Inhambane, ce n'est déjà plus Gaza ou Maputo, et tout ce qui est au nord du Rio Save, notamment la seconde ville du pays, Beira, c'est déjà le Nord !

---

33. Rappelons que dans l'empire portugais, les créoles ne sont pas définis par la couleur de la peau, il s'agit de milieux sociaux hétérogènes caractérisés par leur rapport ancien à l'État colonial, formés de personnes qui peuvent être noires, métisses, blanches, goanaises, voire chinoises, etc.

La structure sociale de cette élite, son extériorité relativement à la production paysanne et même artisanale urbaine, sa localisation dans l'extrême-sud du pays dans le cadre de l'économie de service vers l'hinterland, son éloignement ethnique des principaux groupes du pays, créent un *habitus* particulier. Numériquement et économiquement faible, elle ressent comme étrangère et comme danger toutes les manifestations du mouvement social qu'elle ne contrôle pas, en particulier lorsqu'elles viennent d'autres régions du pays. Il n'y a pas de nation, *ce qui n'est pas strictement familier est un autre monde*.

Cette micro-élite est cependant la plus importante du pays et, avec le noyau de Beira, la plus moderne. Mais *ce déséquilibre au sein d'une insigne faiblesse* entraîne que les noyaux de l'élite mozambicaine non originaires du Sud ne réussissent pas à s'intégrer harmonieusement au sein du FRELIMO où — à tort ou à raison, cela n'a ici pas d'importance —, ils ressentent le comportement de "ceux du Sud" comme exclusif. Ainsi une bonne partie de ceux qui avaient participé à la création du FRELIMO en 1962 sentent un malaise croissant et quittent le mouvement soit rapidement soit entre 1967 et 1970 (notamment après la mort d'E. Mondlane en janvier 1969). Ce n'est pas un hasard si presque toutes les dissidences du FRELIMO furent faites par des personnes originaires du "Nord", mais d'un Nord immense qui, mis de côté le cas maconde, commence à Inhambane — ce qui ne signifie bien sûr pas qu'inversement tous ceux du Nord furent des dissidents.

Au sein du FRELIMO, les crises ne furent pas principalement une lutte entre une "orientation bourgeoise" et une "orientation révolutionnaire", elles vinrent d'une haine naissante et croissante, *seulement par la suite exprimée politiquement*, entre des groupes sociaux et culturels qui ne se connaissaient pas (et ne se connaissent toujours pas). Ceux de l'extrême-Nord connaissaient le Tanganyika, ceux du Nord le Malaoui, ceux du Centre la Rhodésie et ceux du Sud l'Afrique du Sud. Mais l'ignorance mutuelle était presque totale, notamment au niveau de l'élite qui ne faisait pas le *chibalo* (travail obligatoire semestriel). Par exemple, les émeutes de la Machanga dans l'estuaire du Rio Save en 1953, période de formation des noyaux nationalistes du Sud, restèrent totalement méconnues d'eux.

Le FRELIMO surgit ainsi "unitariste" pour des raisons largement autant sociales qu'idéologiques. Ce ne fut pas une volonté d'éliminer l'Autre, mais une *praxis* quotidienne, un *habitus* qui, dans un contexte non démocratique[34],

34. Il est bon de rappeler que si le FRELIMO se réclame officiellement du "marxisme-léninisme" en 1977, ledit "centralisme démocratique", dans sa version stalinienne, fut adopté dès la création du Front en 1962. Ce fut une circonstance aggravante du contexte de guerre et de clandestinité qui, évidemment, n'était pas favorable à un facile exercice de la démocratie.

provoqua une situation de malaise pour ceux qui n'étaient pas membres du noyau principal. La petite élite du Sud allait imaginer le pays à son image : un *État universaliste*, moderne, libéré du mode de production domestique du paysannat[35] ; un *rôle économique central pour l'État*, lieu de sa reproduction sociale ; une *méfiance maladive* envers toutes les manifestations du mouvement social urbain[36] et rural qu'elle ne contrôle pas ; la *langue portugaise* — la sienne — comme moyen unificateur et destructeur des ethnies ; un *anti-tribalisme radical* recouvrant l'hostilité aux éléments marginalisés des élites créoles d'autres régions du pays (Sofala, Zambézia…) ; et enfin, une *proclamation* de la nation de type européen jacobin.

De ce point de vue, la comparaison est possible avec l'URSS : de même que la "patrie socialiste" et la "nation soviétique" nièrent les nationalités au profit du chauvinisme grand-russe, la "nation mozambicaine" nia les ethnicités du pays au profit des groupes du Sud (Chope, Ronga, Changane). L'anti-tribalisme et l'anti-racisme du FRELIMO eurent une double dimension : contre les discriminations mais aussi contre l'existence même de communautés culturelles différentes.

La négation fut totale, dans le vocabulaire même : les noms, ne serait-ce que les noms des groupes ethniques, n'apparurent jamais, de 1962 à 1992, que dans des formules négatives du genre : "Nous ne sommes pas Yaos, Macondes, Changanes, etc., nous sommes Mozambicains". L'alphabétisation fut uniquement faite en portugais (y compris, presque toujours, pour les adultes), l'administration n'utilisa que cette langue (sauf, à des fins démagogiques, dans quelques passages de discours de dirigeants)[37]. Quand s'ébauchait le tournant contraint vers le pluralisme en 1990, le Président Chissano dit un jour, à propos de la prédominance des groupes du Sud dans l'État : "Je suis ouvert à ce débat bien que, personnellement, je n'aie rien remarqué"…

Il n'est donc pas du tout étonnant d'avoir vu ces segments marginalisés de l'élite se manifester lors de la brève période pluraliste d'avril-septembre 1974 par la création de groupuscules qui furent interdits. Il n'est pas étonnant

35. Ainsi le discours contre l'"exploitation de l'homme par l'homme" qui domine au sein du FRELIMO à partir de 1968-1969 doit être compris non seulement comme anti-colonialiste et anti-capitaliste, mais largement autant *comme hostile à la société paysanne vue comme "féodalisme"*.

36. Tel est le fondement de la croisade puritaine du FRELIMO contre la ville, lieu de tous les vices "coloniaux", lors de son accession au pouvoir : la *peur* de la ville, pour un mouvement dont la direction était pourtant quasi totalement citadine, mais de la génération précédente à la forte croissance urbaine de 1960 à 1974.

37. J'ai analysé en détail cette imposition de la nation dans "Le Mozambique : une nation africaine de langue officielle portugaise ?", *Revue canadienne des Études africaines*, Toronto, 24 (3), 1990, p. 315-346.

non plus de les voir aujourd'hui derrière nombre des petits partis de la "troisième force". Certains d'entre eux ont aussi constitué ce qui a été à tort qualifié de "composante portugaise" de la RENAMO, alors qu'ils en étaient la *composante créole*[38].

Bien entendu pratiquement aucune recherche ne fut faite jusque vers 1990 par l'Université mozambicaine pour mieux connaître les peuples du pays. Quand le recensement de 1980 fut réalisé — le seul à ce jour de l'État indépendant, vu la situation de guerre qui a prévalu —, il n'y eut pas d'enquête ethnique proprement dite, mais en revanche une précieuse enquête sur les langues maternelles. Cependant aucune étude ne fut publiée sur la base de ces données : par exemple la brochure *1° Recenseamento Geral da População. Informação Pública* qui fut publiée en 1983 (pourtant année du 4e Congrès à l'aura très critique) afin de synthétiser les principaux résultats ne dit pas un seul mot des groupes ethno-linguistiques[39]. À ma connaissance, le NELIMO (Noyau d'étude des langues mozambicaines) n'a pas publié non plus de statistiques. Ces dernières années il ne fait aucun doute que, dans le cadre des bouleversements politiques, une plus grande sensibilité à ces problèmes existe. Mais par exemple, la *Conferência nacional de cultura* réunie en juillet 1993 avec l'aide de l'UNESCO et dont certains attendaient beaucoup afin d' "aider à inventer la diversité mozambicaine", a accouché d'une souris. Cela n'a rien d'étonnant, car on touche là aux concepts politiques fondamentaux (État-nation), qui n'ont pas été remis en cause.

QUELQUES DONNÉES STATISTIQUES RÉCENTES

Mais pourquoi ne pas utiliser ce qui existe, quitte à le soumettre à une critique serrée ? Les travaux des missionnaires, tout imparfaits qu'ils soient, permettraient de commencer une alphabétisation en langues maternelles (base éventuelle d'apprentissage du portugais ensuite) : pratiquement tous les grands groupes linguistiques mozambicains ont leurs prolongements de l'autre côté de la frontière, dans l'*hinterland* ex-britannique où l'activité missionnaire protestante en langues africaines a été forte (voir la carte des groupes ethniques trans-frontaliers). Pourquoi n'y a-t-il toujours aucune carte

38. Même si ces créoles ont souvent émigré, ou se sont réfugiés au Portugal. Le cas le plus connu est Evo Fernandes, mais Manuel Frank peut aussi y être rattaché. La véritable composante portugaise de la RENAMO est ailleurs, en Afrique du Sud.

39. Conselho coordenador do Recenseamento, *1° Recenseamento geral da população. Informação pública*, Maputo, 1983, 47 p. multigr. Il faut aller chercher les données linguistiques dans les résultats complets, district par district (même de simples additions n'ont pas été faites!) : Conselho coordenador do Recenseamento, *Os distritos em números*, Maputo, Direcção Nacional de Estatística, 23 nov.1983, 10 vol.

ethnique détaillée du pays publiée ? Elles existent pourtant, confidentielles ! Pourquoi ne publie-t-on pas les statistiques disponibles ? Pour ma part, je présente ici quelques éléments avec les matériaux dont je dispose :

- la carte des groupes ethniques trans-frontaliers du Mozambique (qui en dit plus long qu'un discours sur le "génie politique" du Congrès de Berlin) (Carte 1), et la carte ethnique du Mozambique avant l'indépendance (Carte 2) ; ces deux documents sont fondés sur les sources coloniales (SIM et SCCIM) ;
- la carte du Portugais langue maternelle au Mozambique[40] (Carte 3) ;
- la carte de la langue maternelle la plus parlée dans chaque district en 1980 (Carte 4) ;
- le tableau statistique des langues maternelles.

Le Mozambique apparaît au travers de ces données avec une diversité saisissante mais dont il ne faudrait pas exagérer les effets, importants il est vrai. Il y a vingt-cinq langues, mais cela ne signifie pas que les Mozambicains, là où ils habitent, aient besoin d'un véritable arsenal linguistique pour communiquer. La situation est classique de l'Afrique : on se débrouille avec deux ou trois langues, souvent proches les unes des autres. Sauf dans la vallée du Zambèze et quelques autres exceptions, on n'a généralement pas une situation à la bosniaque, de groupes ethniques inextricablement mélangés : *chaque zone a une claire prédominance*. En moyenne de tout le pays, la langue la plus parlée dans chaque district est la langue maternelle de 81,99 % de la population ; la langue la plus parlée dans chaque province, forcément plus hétérogène qu'un district local, est la langue maternelle de 61,51 % de la population[41]. À l'échelle nationale l'ensemble *macua-lómuè* est parlé par 35,57 % de la population, l'ensemble *xitsonga* par 14,33 %. Naturellement, la situation est différente d'une province à l'autre, et fait apparaître certains découpages administratifs, hérités de la période coloniale mais inchangés depuis, pour d'invraisemblables constructions. Le tableau suivant indique la place de la langue la plus parlée dans chaque province :

40. Déjà publiée in *Revue canadienne...*, art.cit.
41. Pourcentage qui monte à 66,74 % si l'on tient compte de certaines grandes proximités linguistiques : *tsua*, *tsonga* et *ronga* comme branches du *xitsonga* ; *chuabo* et *marendje* comme branches de l'*Echuabo* (*Echuwabo*) ; *macua* et *lómuè* comme branches de l'*Emacua* (*Emakhuwa*), selon la classification de M. Guthrie reprise par le NELIMO.

Tableau n° 6 : *Position moyenne de la langue la plus parlée dans chaque province (1980)*

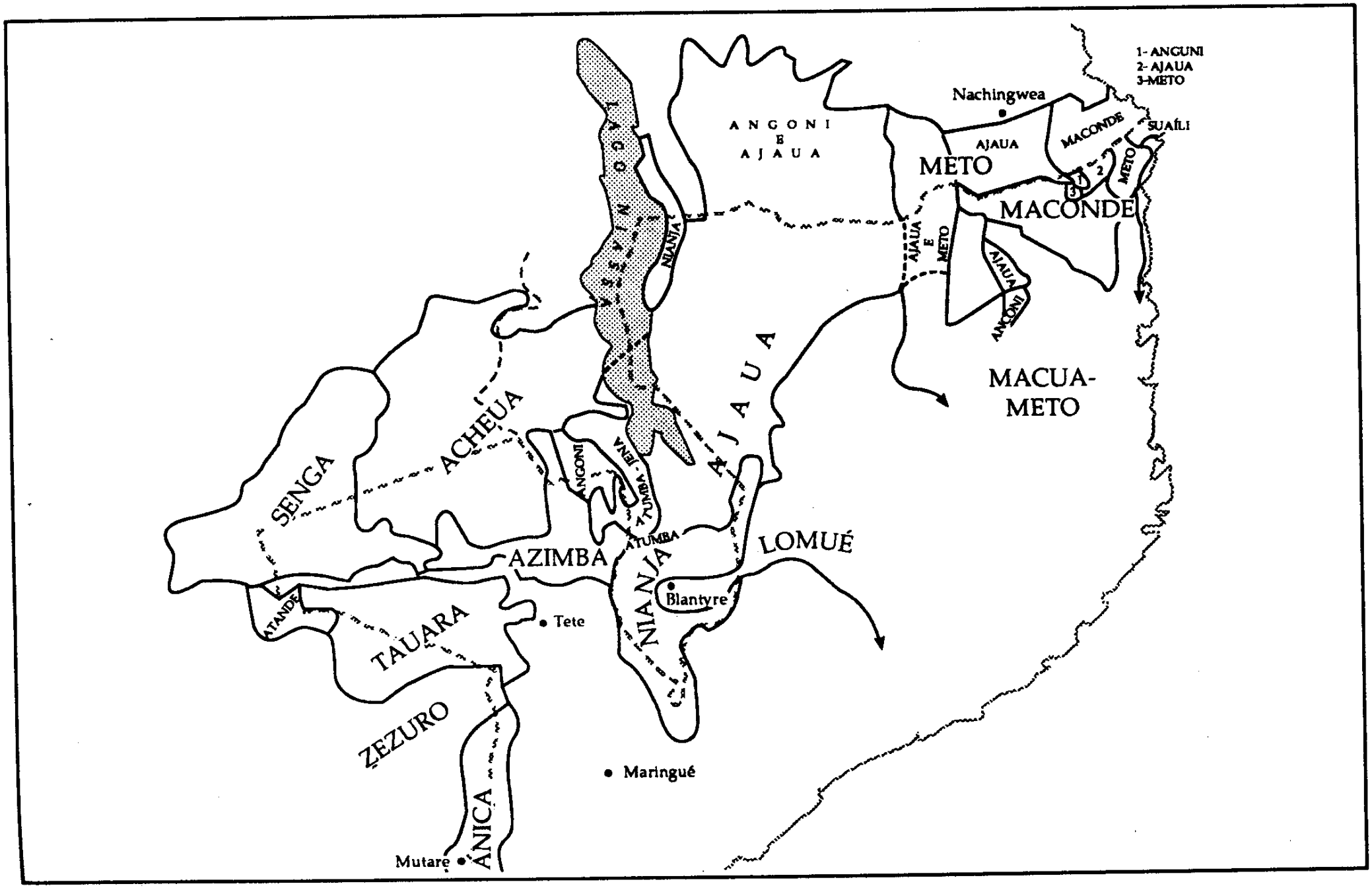
Provinces	Moyenne provinciale (1)	Moyenne de districts par province (2)
Maputo-Ville	32,23 % (3)	32,23 % (3)
Maputo-Province	55,92 % (4)	72,98 %
Gaza	91,34 % (5)	91,34 %
Inhambane	61,34 % (6)	86,06 %
Sofala	53,06 %	78,35 %
Manica	57,74 %	75,73 %
Tete	41,71 %	83,33 %
Zambezia	37,23 % (7)	81,25 %
Nampula	96,39 % (8)	96,39 %
Cabo Delgado	67,80 %	85,69 %
Niassa	53,73 %	82,40 %

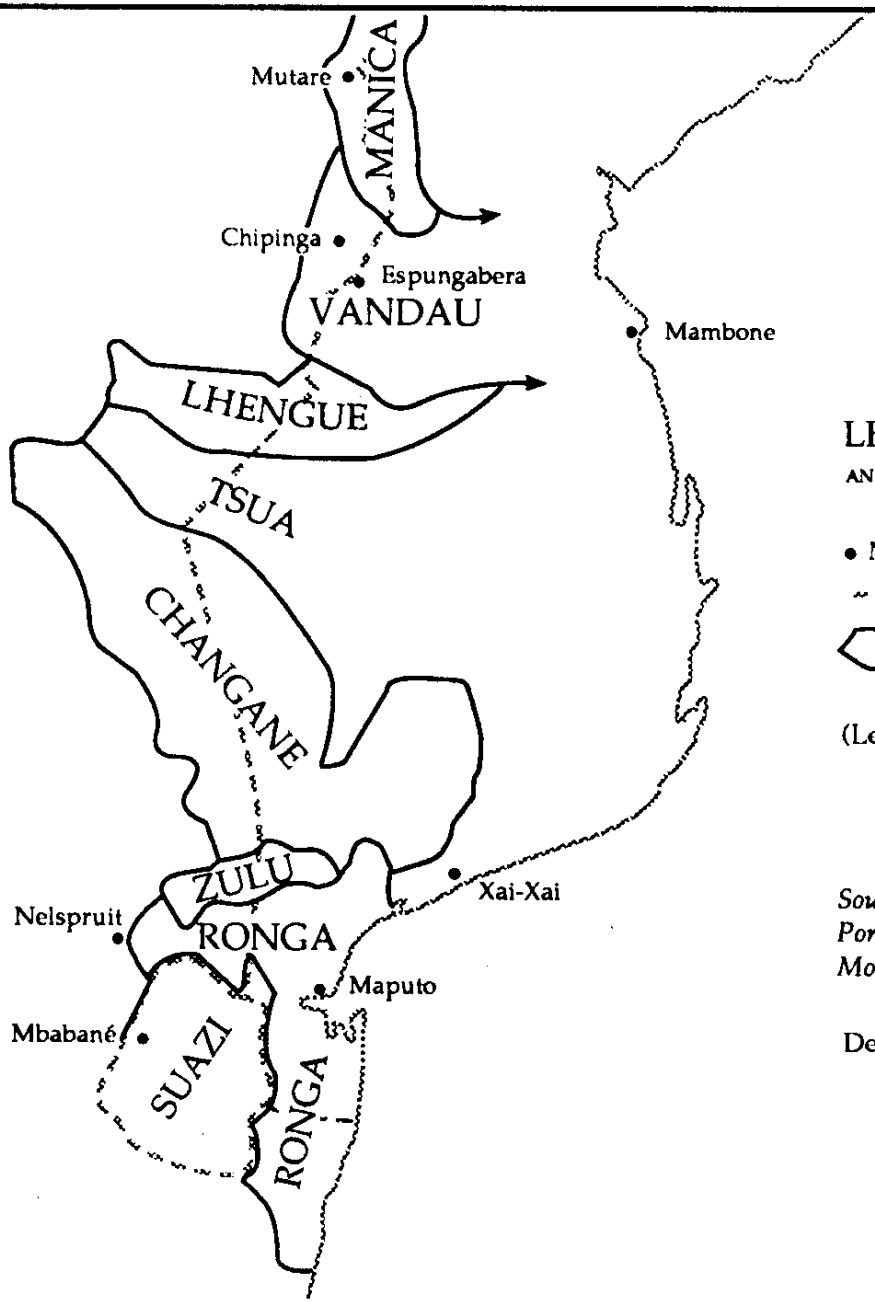
(1) Pourcentage de la langue la plus parlée dans la province par rapport à la population totale de cette province
(2) Pourcentage du total des langues respectivement les plus parlées dans chaque district par rapport à la population totale de la province
(3) 69,38 % en tenant compte des proximités linguistiques (classification M. Guthrie)
(4) 92,64 % en tenant compte des proximités linguistiques (M. Guthrie)
(5) 91,63 %…, *idem*.
(6) 63,10 %…, *idem*.
(7) 42,61 %…, *idem*.
(8) 96,58 %…, *idem*.
Source : calculs de l'auteur d'après : Conselho coordenador do recenseamento, *Os distritos em números*, op.cit.

L'hétérogénéité linguistique des provinces du Sud est, on le voit, tempérée par la proximité des langues du groupe *xitsonga*. Néanmoins, quand, même tempéré par cette hétérogénéité, le taux de la langue la plus parlée descend aux environs des 60 % (Inhambane), on voit que la construction administrative n'a guère tenu compte des réalités ethno-linguistiques. Par ailleurs l'important politiquement et culturellement est la manière dont la différence linguistique — même faible — est ressentie par les gens : la différence linguistique est un des moyens de repérage de la différence communautaire et la proximité linguistique n'induit pas forcément un sentiment intercommunautaire. Dans la géopolitique interne du Mozambique, il semble cependant indéniable qu'au-delà des groupes ethniques existe une identité régionale, ne serait-ce que dans le regard des autres ("ceux du Sud", etc.)[42].

42. Il est probable que cela aura des conséquences politiques lors des élections prévues pour octobre 1994 : la peur que "ceux du Nord" ne se vengent sur "ceux du Sud" peut ramener beaucoup d'habitants du Sud à la fidèlité envers le FRELIMO.

Carte 1: **GROUPES ETHNIQUES FRONTALIERS**
années 1960





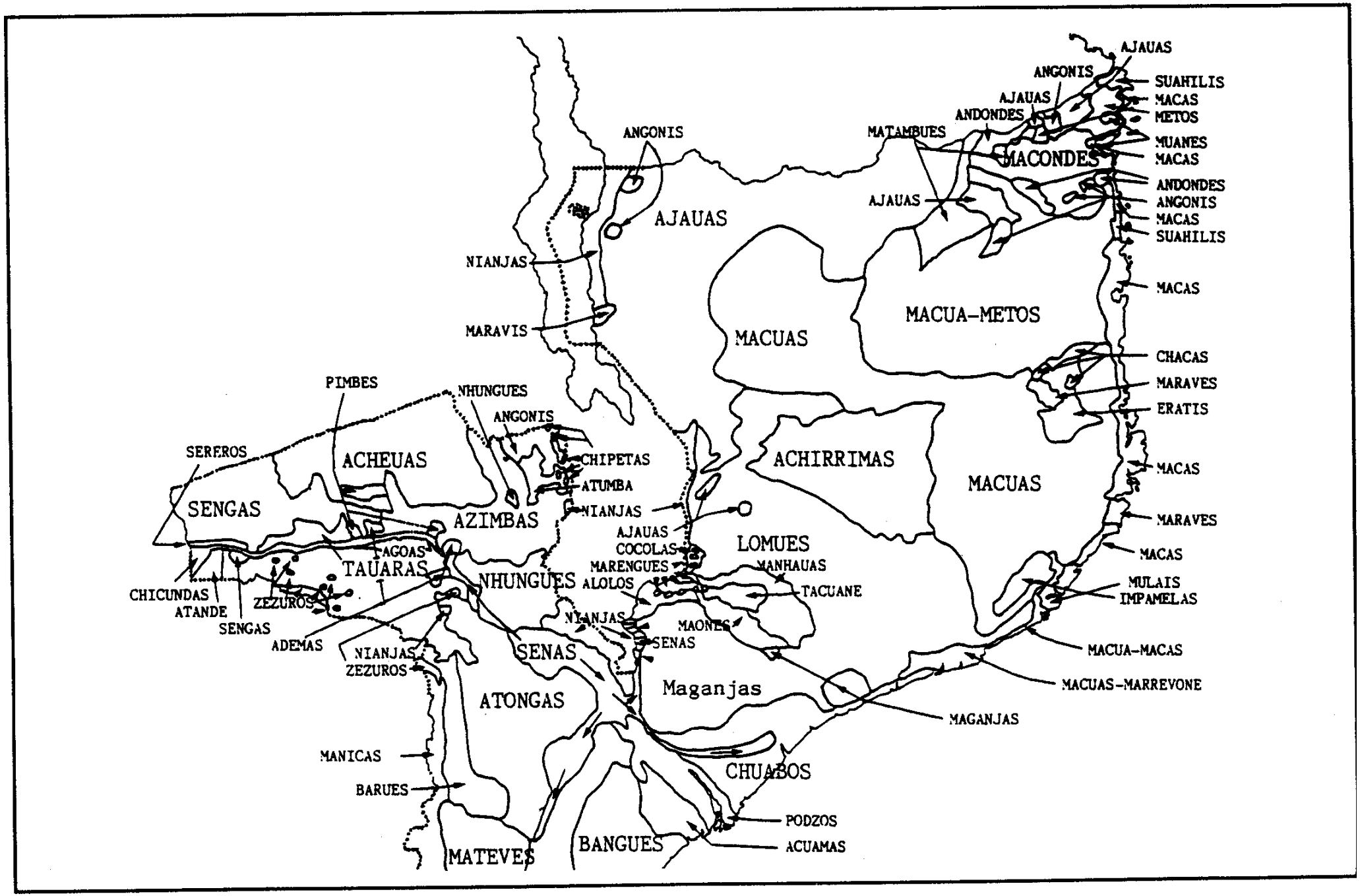
LHENGUE ANGONI	Groupe ethnique majoritaire dans une zone frontalière
• Nachingwea	localité
~ ~ ~ ~ ~	Frontières internationales
	Aire approximative d'un groupe donné

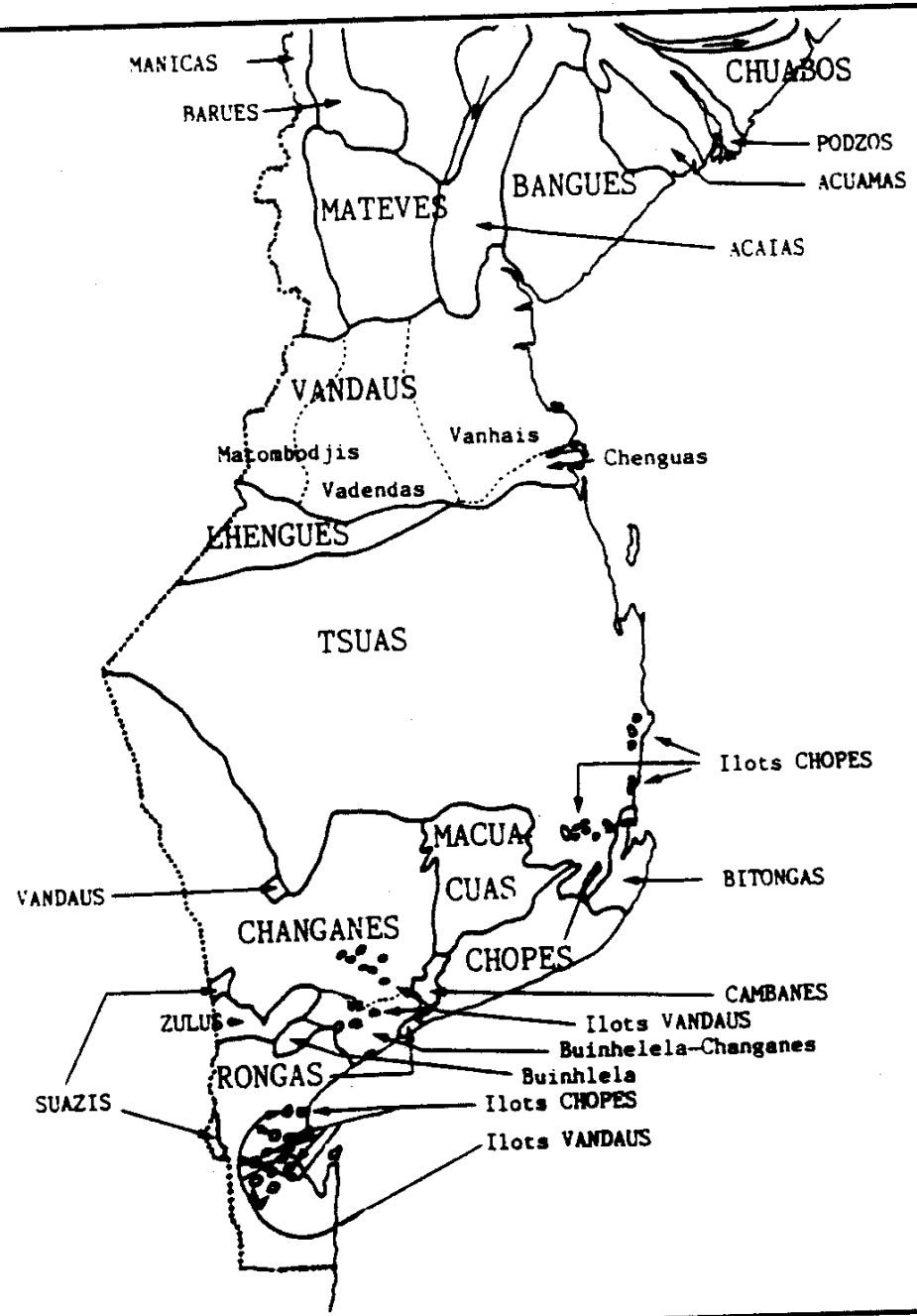
(Les noms ethniques sont en graphie portugaise.)

Source: Service d'informations militaires du Portugal (SUPINTREP n° 22, Populações de Moçambique, annexes août 1967)

Dessin de Michel Cahen

Carte 2: **GROUPES ETHNIQUES DU MOZAMBIQUE**
(Localisations probables au cours des années 1960)





BARUES	Désignation ethnique
Vadendas	Subdivisions contestées

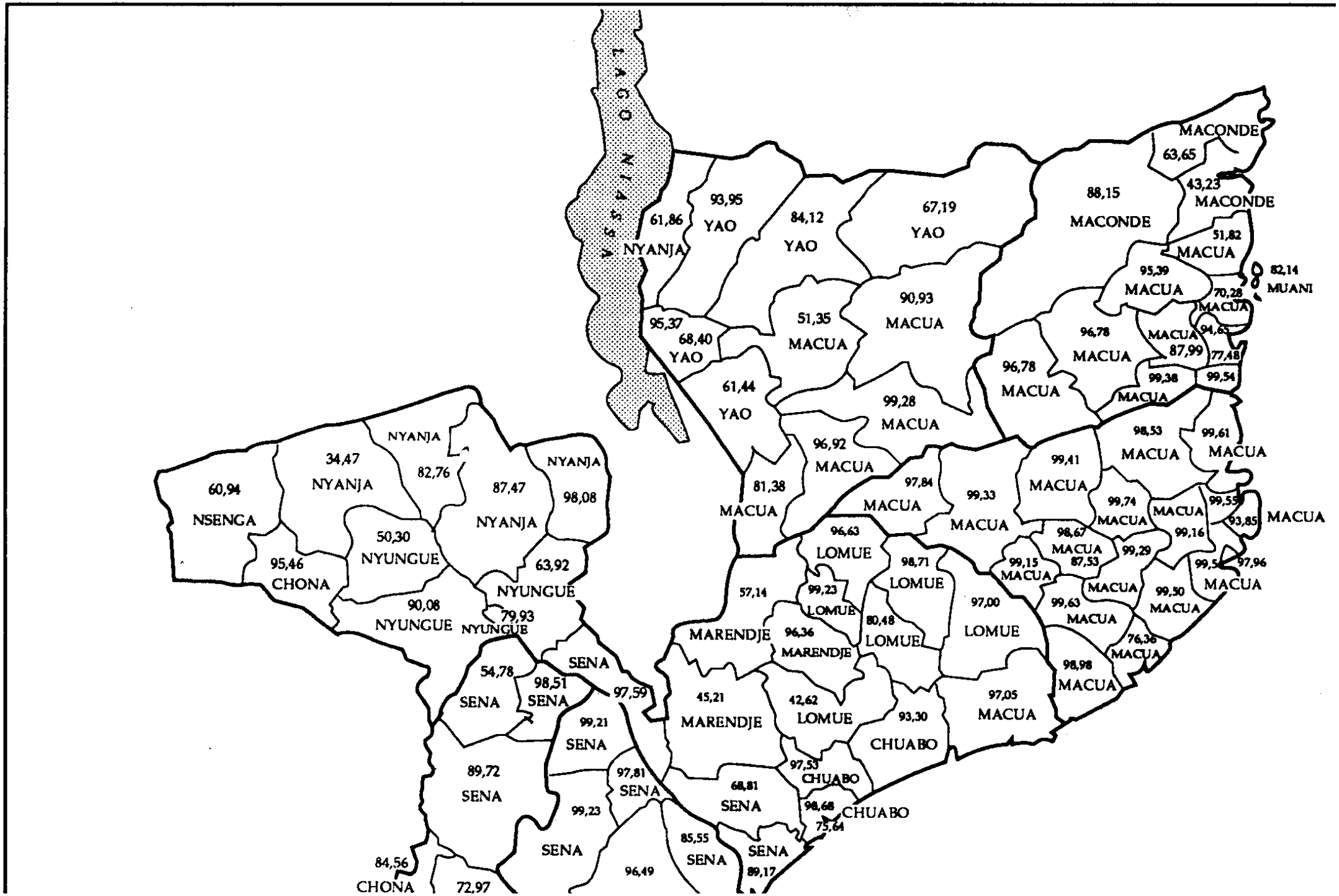
(Les noms ethniques sont en graphie portugaise)

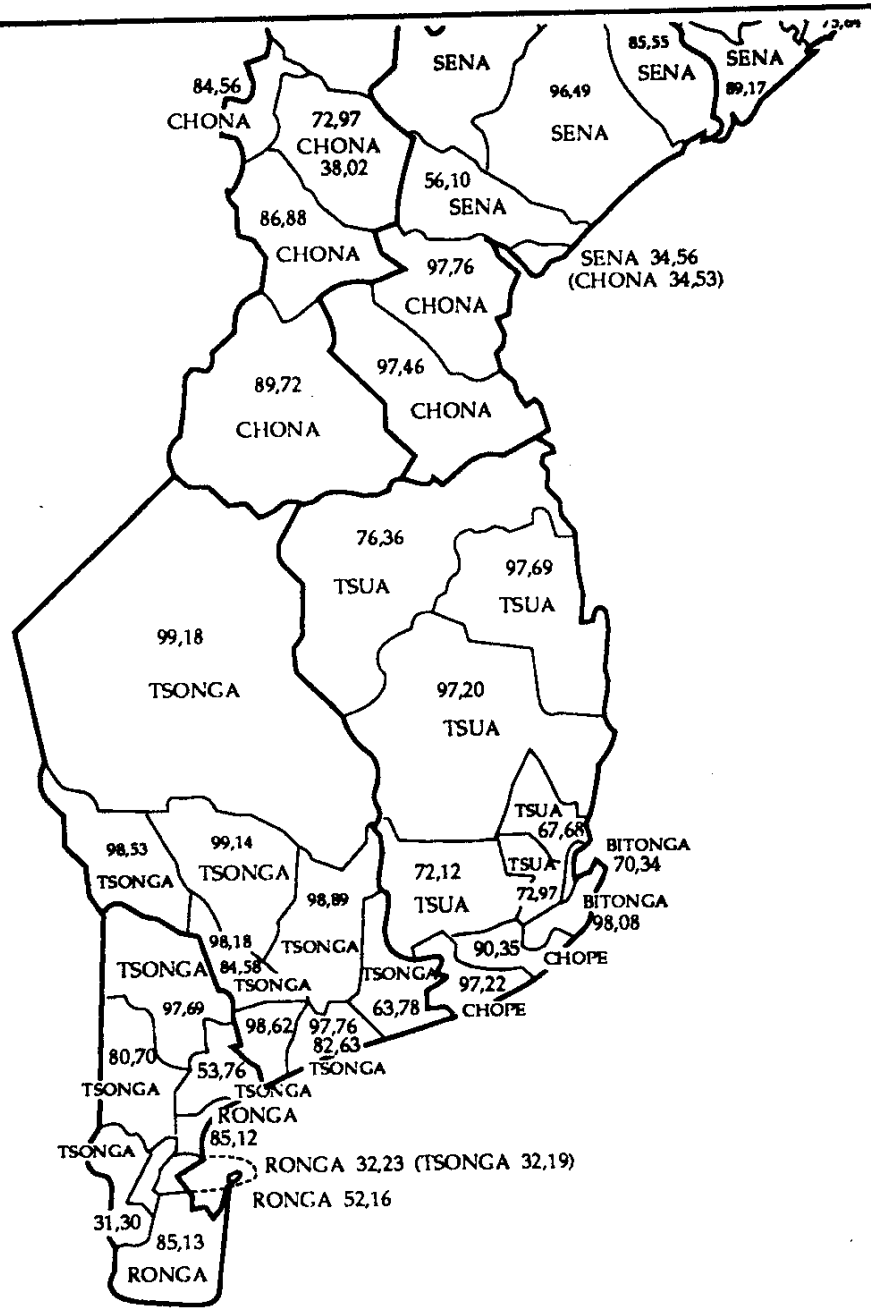
0 200

Source: Service d'informations militaires du Portugal (1967), Services de centralisation et coordination de l'information du Mozambique (1965); et António RITA-FERREIRA (1974).

Dessin de Michel Cahen

Carte 3: **GROUPES LINGUISTIQUES MAJORITAIRES PAR DISTRICT ADMINISTRATIF EN 1980**





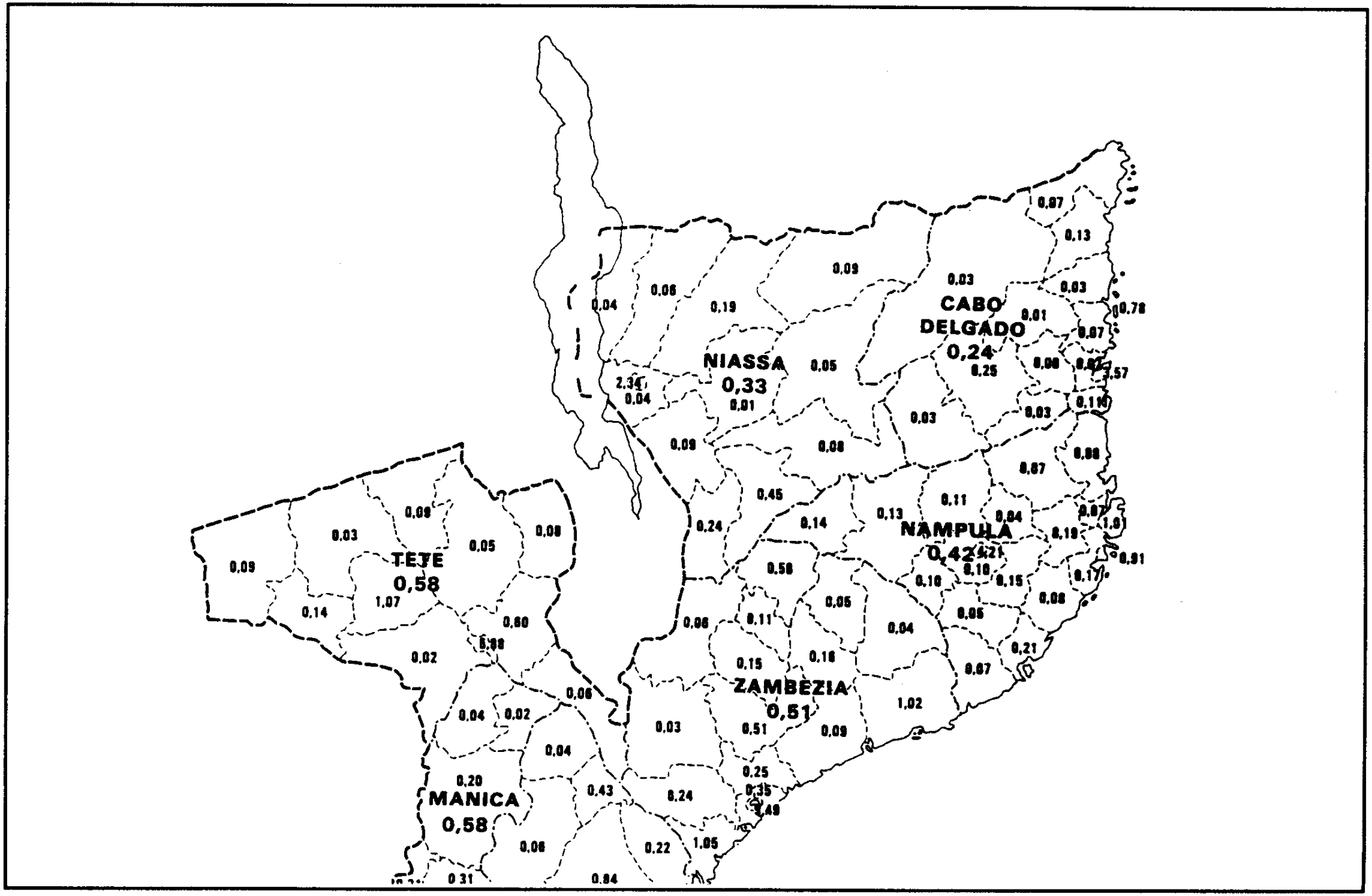
Quand il y a deux valeurs pour un district, le nombre supérieur désigne le district, le nombre placé en dessous la ville.

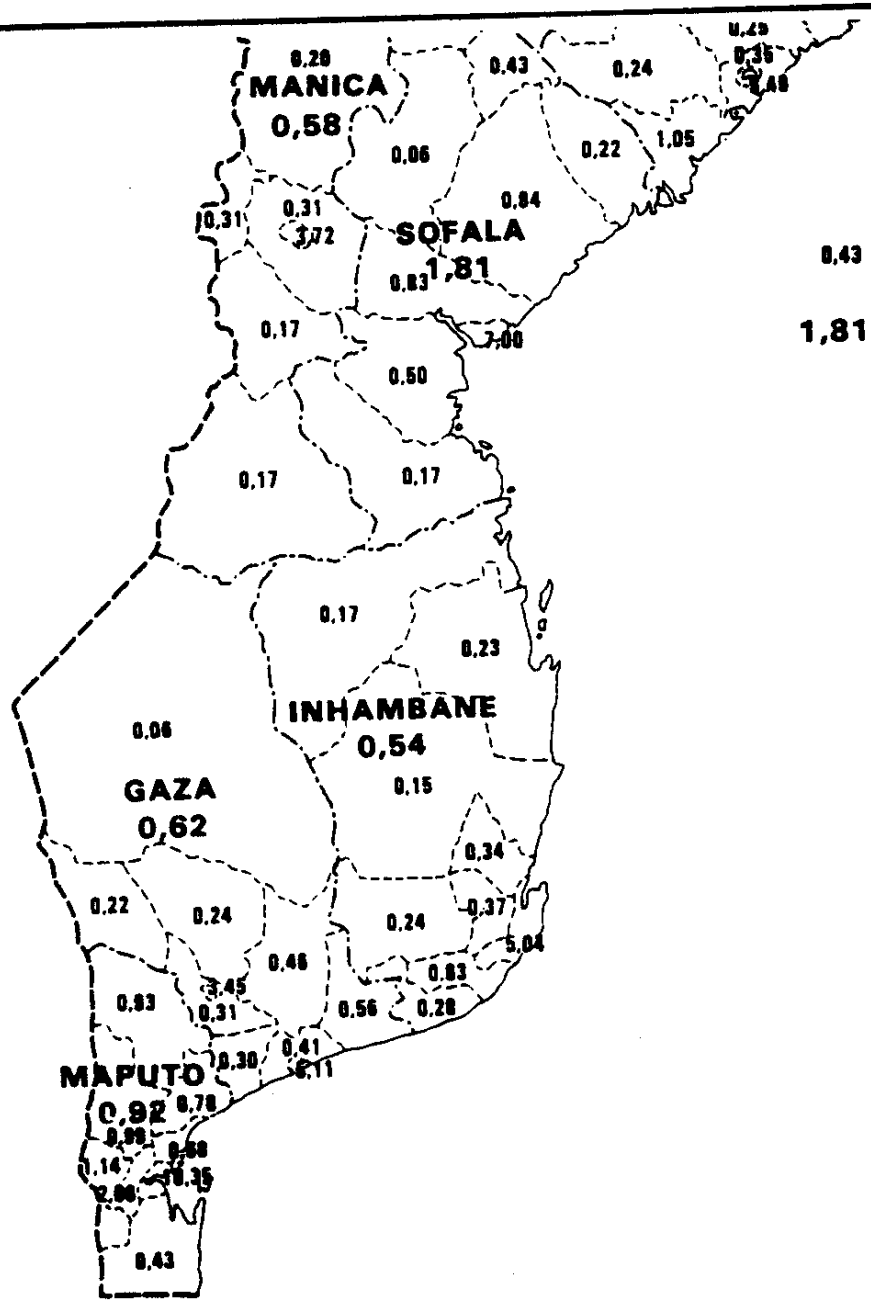
Pour la ville de Beira et la capitale, Maputo, la deuxième langue est indiquée entre parenthèses.

Source: Conselho coordenador do recenseamento, *Os distritos em numeros*, Maputo, 1983.

Dessin de Michel Cahen

Carte 4: "CINQ SIÈCLES DE COLONISATION"
Le portugais langue maternelle au Mozambique en 1980





0,43 pourcentage par district

1,81 pourcentage par province (nombre de lusophones de langue maternelle par rapport à la population totale)

Source: Calculs d'après Conselho coordenador do recenseamento, *Os distritos em numeros*, Maputo, 23 Nov.1983, DNE, 10 vol.

Dessin de Michel Cahen

Quand la parenté est trop faible pour créer un sentiment identitaire commun ou de cousinage (jamais fatal de toute façon) et que le taux de la langue la plus parlée tourne seulement autour des 50 % (Manica, Sofala, Niassa) ou descend même franchement en dessous (Tete, Zambezia), on voit que la construction provinciale est un simple échelon administratif sans aucune réalité populaire. Naturellement, il faut être prudent : la Zambezia apparaît ici avec l'hétérogénéité linguistique la plus forte et pourtant il est indéniable que d'autres facteurs (notamment l'ancienneté des *prazos* et de la créolité zambézienne) lui donnent une personnalité régionale a-ethnique. La langue n'est jamais qu'un paramètre lourd, un moyen de repérage statistique. Inversement, la forte homogénéité de la province de Nampula (96,39 %) ne signifie pas non plus que cette province épouse fidèlement les contours ethniques : elle est formée presqu'exclusivement de locuteurs d'*emacua (emakhuwa),* mais on se garde bien de réunir presque tous les *Macuas* en une province unie de Macuane ! On en revient en fait à une remarque faite au début de cette étude : sauf peut-être sous Armindo Monteiro, la Province n'a jamais, au Mozambique, été conçue comme une entité politique (même sans parler de fédéralisme) : c'est généralement un pur rouage bureaucratique. (On se reportera à la cartographie pour une vision plus détaillée).

Voici maintenant les statistiques linguistiques tirées du recensement de 1980 :

Tableau n° 7 : *Langues maternelles du Mozambique en 1980, selon la classification du recensement de 1980*

A. Valeurs globales :

Langues maternelles	**Nombre de locuteurs**	**Pourcentages**
Population totale	11 634 583	100,00
1. Macua	3 231 559	27,77
2. Sena	1 087 262	9,34
3. Lómuè	907 521	7,80
4. Chona	759 930	6,53
5. Tsua (1)	696 212	5,98
6. Chuabo (2)	664 319	5,70
7. Tsonga (1)	548 187	4,71
8. Ronga (1)	423 797	3,64
9. Marendje (2)	402 952	3,46
10. Nianja	385 875	3,42
11. Chope	332 924	2,86
12. Nhungue	262 455	2,25
13. Maconde	224 662	1,93
14. Bitonga	223 971	1,92
15. Yao (Ajaua)	194 107	1,66

16. Portugais	143 108	1,23
17. Muani	51 547	0,44
18. Koti	41 289	0,35
19. N'Senga	27 179	0,23
20. Phimbi (Pimbe)	14 058	0,12
21. Suazi	10 548	0,09
22. Ngulu (3)	10 059	0,08
23. Zulu	8 003	0,06
24. Suaíli	6 103	0,05
25. Kunda	3 466	0,02
26. Divers	77 460	0,66

B. Valeurs par provinces :

Langues	**Mozambique**	**Maputo-Ville**	**Maputo-Prov.**
Population	*11 634 583*	*725 043*	*500 042*
1. Macua	27,77 %	0,51 %	0,06 %
2. Sena	9,34	0,38	0,06
3. Lómuè	7,80	0,04	0,01
4. Chona	6,53	0,48	0,08
5. Tsua (1)	5,98	4,96	1,15
6. Chuabo (2)	5,70	0,58	0,04
7. Tsonga (1)	4,71	32,23	55,12
8. Ronga (1)	3,64	32,19	36,37
9. Marendje (2)	3,46	0,01	0,00
10. Nianja	3,42	0,10	0,02
11. Chope	2,86	10,74	1,59
12. Nhungue	2,25	0,18	0,03
13. Maconde	1,93	0,26	0,11
14. Bitonga	1,92	5,86	0,63
15. Yao	1,66	0,03	0,00
16. Portugais	1,23	10,35	0,92
17. Muane	0,44	0,02	0,00
18. Koti	0,35	0,00	0,00
19. N'senga	0,23	0,00	0,00
20. Phimbi	0,12	-	-
21. Suazi	0,09	0,08	1,96
22. Ngulu (3)	0,08	0,00	0,00
23. Zulu	0,06	0,15	1,24
24. Suaíli	0,05	0,04	0,00
25. Kunda	0,02	0,00	0,00
26. Divers	0,66	0,70	0,53

Langues	**Gaza**	**Inhambane**	**Sofala**
Population	*981 042*	*1 022 641*	*986 841*
1. Macua	0,02 %	0,02 %	0,66 %
2. Sena	0,02	0,04	53,06
3. Lómuè	0,00	0,00	0,35
4. Chona	0,03	1,51	37,00

5. Tsua (1)	0,14	61,34	2,24
6. Chuabo (2)	0,02	0,02	2,34
7. Tsonga (1)	91,34	1,59	0,27
8. Ronga (1)	0,15	0,17	0,21
9. Marendje (2)	0,00	0,00	0,04
10. Nianja	0,01	0,02	0,24
11. Chope	6,85	17,41	0,06
12. Nhungue	0,02	0,02	0,42
13. Maconde	0,01	0,02	0,09
14. Bitonga	0,37	16,57	0,27
15. Yao	0,00	0,00	0,02
16. Portugais	0,62	0,54	1,81
17. Muane	0,00	0,00	0,00
18. Koti	0,00	0,00	0,00
19. N'senga	-	0,00	0,00
20. Phimbi	-	-	-
21. Suazi	0,00	0,00	0,00
22. Ngulu (3)	0,00	0,00	0,21
23. Zulu	0,01	0,02	0,00
24. Suaíli	0,00	0,00	0,00
25. Kunda	-	-	0,00
26. Divers	0,32	0,62	0,59

Langues	**Manica**	**Tete**	**Zambezia**
Population	*584 287*	*777 426*	*2 410 680*
1. Macua	0,29	0,07	7,34
2. Sena	28,84	17,59	10,47
3. Lómuè	0,20	0,01	37,23
4. Chona	57,74	4,49	0,03
5. Tsua (1)	0,36	0,09	0,00
6. Chuabo (2)	0,44	0,16	26,01
7. Tsonga (1)	2,71	0,11	0,02
8. Ronga (1)	0,07	0,06	0,02
9. Marendje (2)	0,18	0,07	16,60
10. Nianja	0,17	41,71	0,64
11. Chope	0,05	0,02	0,00
12. Nhungue	6,51	27,84	0,02
13. Maconde	0,17	0,07	0,08
14. Bitonga	0,21	0,04	0,00
15. Yao	0,03	0,01	0,05
16. Portugais	0,58	0,58	0,51
17. Muane	0,01	0,00	0,00
18. Koti	0,00	0,00	0,00
19. N'senga	0,00	3,49	0,00
20. Phimbi	0,00	1,80	-
21. Suazi	0,00	-	0,00
22. Ngulu (3)	0,08	0,01	0,00
23.Zulu	0,00	0,01	0,00
24. Suaíli	0,00	0,00	0,00
25.Kunda	0,02	0,10	0,00
26. Divers	1,23	1,53	0,86

Langues	Nampula	Cabo Delgado	Niassa
Population	*2 239 680*	*899 268*	*506 974*
1. Macua	96,39	67,80	53,73
2. Sena	0,03	0,03	0,14
3. Lómuè	0,19	0,01	0,05
4. Chona	0,02	0,06	0,10
5. Tsua (1)	0,01	0,00	0,02
6. Chuabo (2)	0,17	0,04	0,17
7. Tsonga (1)	0,03	0,04	0,12
8. Ronga (1)	0,04	0,02	0,05
9. Marendje (2)	0,01	0,00	0,00
10. Nianja	0,05	0,03	7,80
11. Chope	0,00	0,01	0,02
12. Nhungue	0,02	0,02	0,07
13. Maconde	0,21	23,50	0,20
14. Bitonga	0,01	0,01	0,03
15. Yao	0,03	0,76	36,35
16. Portugais	0,42	0,24	0,33
17. Muane	0,04	5,55	0,01
18. Koti	1,83	0,00	0,13
19. N'senga	0,00	0,00	-
20. Phimbi	-	0,00	-
21. Suazi	0,00	0,00	0,00
22. Ngulu (3)	0,00	0,62	0,29
23. Zulu	0,00	0,00	0,00
24. Suaíli	0,01	0,54	0,05
25. Kunda	0,10	0,00	-
26.Divers	0,30	0,62	0,35

(1) *xitsua*, *xironga* et *xitsonga* (ou *xichangana*) sont des langues mutuellement compréhensibles
(2) *Chuabo* et *marendge* sont des langues voisines
(3) *Ngunis* du Nord
Source : calculs de l'auteur d'après Conselho coordenador do recenseamento, *op. cit.*

En examinant ces chiffres, il faudra se souvenir qu'il s'agit de statistiques *linguistiques* et non de groupes *ethniques :* ainsi par exemple, les subdivisions au sein du grand ensemble *macua* n'apparaissent pas. Le fait que, linguistiquement, il y ait un nombre imposant de locuteurs de ce groupe n'implique pas une conscience de soi importante en tant que communauté ou ethnie : tout dépend des contextes économiques et sociaux, des circonstances politiques. L'ethnicité est un processus permanent de construction et déconstruction. Après dix-sept ans de gouvernement "sudiste" du FRELIMO, il est cependant extrêmement probable que la conscience *macua* est plus forte aujourd'hui qu'à la fin de la colonisation. C'est du reste le calcul de certains partis d'oppositions, et sans doute aussi de la RENAMO : par le simple jeu de la démographie, le parti qui gagnera les élections à

Nampula et en Zambezia sera en bonne posture nationalement. Le résultat des prochaines élections au Mozambique aura de toute évidence d'importants paramètres ethniques. Mais attention ! l'expression politique de l'ethnicité ne suit pas nécessairement les grands clivages : l'histoire locale, la micro-anthropologie seront indispensables pour analyser les réactions populaires aux premières élections pluralistes que le pays ait connues.

IMPOSSIBLE GÉOPOLITIQUE DE LA GUERRE CIVILE

Dans l'état actuel des sources et des connaissances, dresser la carte de la guerre civile qui a ravagé le Mozambique de 1977-1982 à 1992 est impossible. On ne reviendra pas ici sur la discussion de la nature de cette guerre[43]. En quelques mots on peut dire que la RENAMO a réussi à militariser un désir de dissidence émanant de secteurs hétérogènes de la population, déçus ou opprimés par l'État moderne mis en place par le FRELIMO en 1975, une espèce de coalition des marginalités. Dans ce désir de dissidence qui n'aurait probablement pas produit de révoltes violentes mais plutôt une résistance passive sans l'introduction d'une structure de guérilla venue de l'extérieur, le facteur ethnique a joué, mais il faut se garder d'en déduire qu'il s'agit d'une guerre "inter-tribale". Le facteur ethnique a joué *comme n'importe quel autre ressentiment social* à l'égard de cet État que l'on avait appelé de ses vœux et que l'on a fini par ressentir comme étranger à cause de sa politique hostile à la société. Par ailleurs, quand le facteur ethnique a joué, il n'a pas le plus souvent opposé directement des ethnies différentes, mais des segments intra-ethniques choisissant les uns la RENAMO, les autres le FRELIMO pour des raisons d'histoire locale parfois anciennes. De ce point de vue, la quasi-totalité des groupes ethniques du pays ont dû, dans des proportions évidemment diverses, être divisés par la guerre.

Il n'y a pas de zones privilégiées où la RENAMO a implanté son contrôle : on en trouve aussi bien à la frontière sud-africaine qu'à l'autre bout du pays. La guerre est en peau de léopard, avec des poches RENAMO de quelques dizaines de kilomètres éparpillées sur le territoire. Aucune carte n'a pu être produite — et celle, diffusée par l'ONU en 1990, des zones

43. Voir notamment Christian GEFFRAY.— *La cause des armes au Mozambique. Anthropologie d'une guerre civile*, Paris, Karthala, 1990, pour une étude de terrain accompagnée d'une analyse théorique poussée ; Michel CAHEN.— *Mozambique : Analyse politique de conjoncture 1990*, Paris, Indigo Publications, 1990, pour une mise en perspective politique de l'évolution du FRELIMO et de la guerre.

d'accessibilité ou inaccessibilité des secours n'est pas du tout satisfaisante de ce point de vue. La reconstruction de l'administration en brousse permettra peut-être d'y voir plus clair : dans les zones RENAMO doivent être nommés des membres de ce mouvement, et si la liste en est fournie, on aura peut-être une vision approximative de la présence de la RENAMO au moment où le cessez-le-feu a été signé (4 octobre 1992). Pour le reste, il faudra attendre que les archives s'ouvrent…

GÉOPOLITIQUE RÉGIONALE, INTÉGRATION : L'AVENIR EST-IL SUD-AFRICAIN ?

La guerre civile a souligné la place géopolitique du Mozambique en Afrique australe : le FRELIMO ayant nié que cette guerre puisse être autre chose qu'une agression de la Rhodésie (jusqu'en 1979-1980) et de l'Afrique du Sud (à partir de 1980-1982), le facteur régional a été mis au premier plan.

Il va continuer à l'être car, dans le nouveau contexte international, il semble que le salut ne puisse venir que de l'application des recettes de la Banque mondiale et de l' "intégration régionale".

Bien qu'elle n'ait fonctionné nulle part en Afrique noire, l'intégration régionale reste présentée comme le chemin du progrès, et la discussion ne porte en conséquence que sur les manières de la faire, non sur son bien-fondé. Elle serait, en théorie du moins, facilitée par trois facteurs : premièrement la chute des pays dudit "socialisme réellement existant" qui permet la régionalisation des problèmes de l'Afrique australe au lieu de l'affrontement Est-Ouest ; deuxièmement la fin de l'apartheid conduisant à une Afrique du Sud démocratique ; troisièmement l'indépendance de la Namibie et l'abandon du "marxisme-léninisme" et des régimes de parti unique en Angola et au Mozambique. Mais cette "évidence" pose de nombreux problèmes…

En effet, l'intégration régionale n'est positive que dans la mesure où elle permet le développement équilibré des cultures et économies des divers pays de la région et une relation également équilibrée avec l'économie-monde. Pour que l'intégration régionale se fasse[44] il faut que ce qui fut suavement appelé "interdépendances asymétriques" ne soit pas trop…

44. Il serait bon par ailleurs de ne pas confondre intégration avec libre-échange ou coopération, chacun de ces trois termes ne conduisant pas nécessairement aux deux autres et encore moins au développement.

asymétrique, et que les économies internes de chaque État puissent répondre de façon dynamique aux sollicitations régionales. Cela pose donc, en même temps que le problème de l'intégration régionale, celui de l'*intégration interne* de chaque État — je ne dis pas "intégration nationale" — puisque précisément il n'y a pas (en tout cas pas encore) de nation.

Or les choses pourraient-elles se passer ainsi en Afrique australe ? Il me semble qu'on en est très loin pour au moins deux raisons :

— l'existence de fortes illusions quant au rôle possible de la République sud-africaine dans la région et au Mozambique en particulier ;

— une méprise quant à l'analyse du rôle actuel interne de l'État mozambicain, de sa capacité à promouvoir le développement intégré ; en d'autres termes une surestimation de la signification sociale des changements politiques en cours dans ce pays.

Il est intéressant de constater la différence de statuts que Rhodésie du Sud et Afrique du Sud eurent pour le Mozambique. La première fut toujours le "régime rebelle de Ian Smith" et la seconde "un régime reconnu par la communauté internationale", c'est-à-dire que ce qui posait problème était *la nature politique d'un régime* et non *la nature sociale d'un État*. Lorsque le Zimbaboué obtint son indépendance et que la SADCC fut formée, la même conception prévalut : l'Afrique du Sud était désignée comme ennemie en tant que régime de l'apartheid mais non en tant que puissance capitaliste régionale. En d'autres termes, la dépendance était condamnable et devait être combattue relativement à l'apartheid mais non relativement à la puissance capitaliste régionale sud-africaine.

Il n'est donc nullement étonnant que dès 1990 le Mozambique se soit officiellement prononcé pour l'adhésion de la République sud-africaine (RSA) démocratisée à la SADCC. Comme si cette démocratisation changeait quoi que ce soit au problème de l'inégalité des niveaux de développement…

Inversement, malgré ses discours radicaux anti-apartheid, la SADCC a été utile à la RSA grâce à sa capacité de captation d'importants capitaux occidentaux au profit des États de la région, facilitant ainsi leurs tournants économiques libéraux et permettant leur survie, condition de leur basculement ultérieur dans une nouvelle version de la CONSAS[45]. Certes, les capitaux occidentaux ont pris la place potentielle des capitaux sud-africains dans nombre de projets : mais ils ont ainsi préparé le terrain à un

45. CONSAS : *Constellation of Southern African States*, Constellation des États d'Afrique australe, c'est-à-dire d'États marginaux de l'Afrique du Sud, rêvée depuis les années soixante-dix par les dirigeants de ce pays.

retour sud-africain, d'autant plus qu'il existe en Occident une sympathie considérable pour les projets économiques de la RSA — dès qu'elle sera démocratisée — en Afrique australe[46].

Même si demain l'Afrique du Sud a un gouvernement démocratique, la situation ne changera pas fondamentalement car l'"asymétrie des interdépendances"[47] *ne dépend pas de la nature de son gouvernement mais de la nature capitaliste plus développée de son économie, de la nature sociale de l'État*. Sauf en cas, hautement improbable actuellement, de révolution sociale radicale dans le pays, les entreprises et capitaux sud-africains présents au Mozambique (et ailleurs dans la région) n'ont aucune raison d'être plus philanthropiques que ceux du Japon, du Portugal, de l'Italie ou de la France : ils sont là pour produire des devises convertibles rapidement "rapatriables", s'investiront toujours plus dans les secteurs d'exportation que dans l'économie vivrière interne, etc.

Par ailleurs, il y a une illusion apparemment contradictoire avec ce qui vient d'être dit : d'une part la RSA, dont l'économie capitaliste est bien plus développée que celle de ses voisins, n'a pas de raison d'être un facteur de développement équilibré de la région ; d'autre part, elle n'en a pas les moyens.

On assiste en effet à un espoir très fort des États de la région envers l'Afrique du Sud démocratisée, on attend ses capitaux, ses experts, sa technologie : bref, on attend une métropole de substitution. Or ceci est une grande illusion.

L'Afrique du Sud est un pays du tiers monde, plus exactement un pays en voie de développement semi-industrialisé, mais non un nouveau pays industrialisé (NPI) comme les "quatre dragons" de l'Asie du Sud-Est. La RSA reste bien plus proche du Brésil que de Singapour, reste typiquement dépendante de l'exportation de matières premières non transformées, a des

46. L'argument selon lequel la RENAMO s'est attaquée aux chemins de fer mozambicains afin d'obliger les pays de l'hinterland (Zimbaboué principalement) à faire passer leur commerce extérieur par l'Afrique du Sud, ce qui prouverait *a contrario* l'efficacité anti- *apartheid* de la SADCC, me semble extrêmement superficiel. Outre qu'il ressert l'analyse "externiste" de la RENAMO (qui serait une pure création de l'étranger), il fait erreur sur deux points majeurs : premièrement, ce n'est pas uniquement parce que les chemins de fer mozambicains fonctionnaient mal que les chemins de fer zimbabouéens déviaient le trafic vers l'Afrique du Sud malgré les injonctions de Robert Mugabe (un grand nombre d'autres facteurs entrent en jeu, depuis la qualité des prestations portuaires — et non ferroviaires — jusqu'aux structures financières des compagnies de l'import-export) ; deuxièmement, la RENAMO a attaqué les chemins de fer exactement pour les mêmes raisons qu'elle a attaqué les villages communaux ou les hôpitaux, en tant que partie intégrante du monde de l'*État moderne*.

47. Autrefois, on aurait dit : "sous-impérialisme régional sud-africain", mais il s'agit bien évidemment de concepts dépassés puisque, n'est-ce pas, le marxisme est mort.

minerais qui ne sont plus stratégiques et une compétitivité qui a fortement décru au niveau international au cours des années 1980. Ceci augure mal de sa réinsertion dans les réseaux internationaux[48].

Par ailleurs l'endettement de la RSA et la libéralisation de son économie jusqu'alors fortement encadrée par l'État vont imposer une politique d'ajustement structurel au moment même où il va falloir satisfaire les besoins intérieurs de la population noire. La RSA donnera la priorité à ses besoins internes et non aux plans laborieusement élaborés pour amoindrir les "asymétries" régionales.

Tout cela signifie que si la présence économique de la RSA dans la région va grandir, *elle ne le fera pas au niveau d'une métropole de substitution et pas du tout forcément selon des modes capables de développer réellement les économies des pays voisins.*

Enfin, le problème que pose l'Afrique du Sud ne doit pas cacher le problème de l'Occident lui-même. Comment "intégrer" quand une majeure, si ce n'est partie écrasante, du commerce extérieur des pays de la région se fait en direction des pays de l'OCDE ? En revanche, il me paraît certain que l'Afrique du Sud pourra être un concurrent sérieux pour des pays occidentaux exportateurs de technologies intermédiaires, en particulier pour le Portugal et l'Italie en Angola et au Mozambique.

La conclusion, peut-être choquante, est que si les changements internes à la RSA vont probablement permettre la fin des déstabilisations, la chute de l'apartheid est en soi incapable de modifier substantiellement la nature des relations économiques entre elle et les pays voisins, le Mozambique en particulier.

Le problème majeur du Mozambique réside à l'intérieur de ses frontières et plutôt que d'intégration régionale, il est bien possible que ce pays ait besoin d'un vigoureux protectionnisme développementaliste afin de faire progresser son intégration interne. L'État peut-il être une force de développement intégré dans l'espace artificiellement délimité par les accords de 1891 entre l'Angleterre et le Portugal ? Jusqu'à présent l'État mozambicain a connu un processus permanent d'affaiblissement, aggravé par le récent essor de la corruption, par l'invasion des organisations non gouvernementales et par le fait que l'élite a connu une véritable rupture sociologique : elle qui

48. Voir notamment O. BOMSEL.— "Les matières premières de l'Afrique australe sont-elles encore stratégiques ?", in D. Bach, dir., *La France et l'Afrique du Sud : Histoire, mythes et enjeux contemporains*, Paris/Nairobi, Karthala/CREDU, 1990, 432 p., p. 299-311 ; B. WEIMER.— *Socio-economic Transformation in South Africa : a Comparative Perspective*, Bordeaux, Centre d'étude d'Afrique noire, 1992, 20 p., col. "Travaux et Documents" n° 34 ; D. BACH.— "Le défi de l'insertion internationale", in Martin, dir., *Sortir de l'apartheid*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1992, 159 p., col. "Espace international", p. 133-156.

était, nous l'avons vu, presqu'exclusivement bureaucratique, est aujourd'hui formée d'hommes d'affaires. Mais ceux-ci, classiquement, sont plus des commerçants, des spéculateurs vivant sur les marges de l'aide internationale, que des industriels capables de promouvoir une création de valeur restant sur place. Nul doute que le gouvernement mozambicain — quel qu'il soit — va parler d' "intégration nationale" : c'est indispensable pour légitimer l'aide internationale. Mais de là à construire réellement l'intégration interne, il y a un pas qui est tout simplement celui de la nature sociale de l'État, des intérêts fondamentaux qu'il sert. Or nombreux sont ceux aujourd'hui qui, dans l'élite, sont plus intéressés par les commissions sur les contrats internationaux que par le développement intégré du pays. Cela n'est pas un problème individuel, c'est une donnée structurelle.

Le FRELIMO d'aujourd'hui reste un élément essentiel de l'État mozambicain car il a incarné la "production de la nation". Mais son nationalisme a été finalement plus politique qu'économique et social : par exemple, s'il a imposé le choix idéologique du "tout-portugais" dans le but de dépasser ainsi la diversité ethnique, il n'a pas même conçu de projet de chemins de fer nord-sud qui aurait permis la vitalisation des rapports économiques internes[49], ni n'a promu une politique des prix en faveur de la campagne et d'échanges générateurs de progrès rural[50]. Les grands projets technocratiques agricoles ou industriels — abandonnés aujourd'hui sous leur forme étatique, mais non point privée — ont surtout endetté le pays, mais ils correspondaient (et correspondent toujours) à la vision de la modernité. Le "marxisme" a été abandonné en 1989, mais cela ne signifie pas que des éléments de continuité puissants ne demeurent : notamment la vision technocratique du développement moderniste, fondée sur des investissements extérieurs, et l'idéal "urbanisant" de la société. Le projet national de l'État, bien qu'affaibli par les circonstances, reste vivant, qui veut imposer à la société des politiques de développement non ressenties comme siennes, en particulier par la population rurale. Cette orientation n'a pas fait progressé l'intégration interne parce que, "nationalisante" et uniformisante, elle a provoqué à l'inverse des réactions centrifuges anti-étatiques. En résumé, *l'intégration nationale a joué contre l'intégration interne, le nationalisme a joué contre l'État*.

49. Je dis bien "n'a même pas conçu" car ensuite il est certain qu'il aurait été difficile de réunir les capitaux qui eux, préfèrent continuer dans le sens de l'économie de services vers l'*hinterland* anglophone ! Mais le contraste entre la farouche volonté nationaliste d'imposer partout le portugais, et la faible volonté de promouvoir une intégration interne, reste entier.
50. Voir Luis DE BRITO, *op. cit.*, sur ces aspects.

Pourtant, sur la base de ce que le pays peut produire, vendre ou acheter sans s'endetter, la véritable modernité ne consisterait-elle pas en ce que *la valeur produite sur place reste sur place ?* Il faudrait alors faire confiance aux capacités productives agricoles, familiales, artisanales, coopératives, de la société, fût-elle "archaïque" au goût de certains, c'est-à-dire réintégrer la population dans l'État démocratisé. De cette intégration interne, avec le temps, ne pourrait-il advenir, qui sait, une nation ?

1er novembre 1993

Michel CAHEN
CNRS-Centre d'étude d'Afrique noire
Institut d'études politiques de Bordeaux